

# Communiqué des ministres des Affaires étrangères du G7 Japon 2023

## Description

Communiqué des ministres des Affaires étrangères du G7 Japon 2023

## NOTE AUX MÉDIAS

### BUREAU DU PORTE-PAROLE

18 AVRIL 2023

Le texte du communiqué suivant a été publié par les ministres des Affaires étrangères du Canada, des États-Unis d'Amérique, la France, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni et le G7, ainsi que par la haute représentante de l'Union européenne.

## I. INTRODUCTION

Nous, ministres des Affaires étrangères du G7 de l'Allemagne, du Canada, des États-Unis d'Amérique, de la France, de l'Italie, du Japon, du Royaume-Uni et du Royaume-Uni, ainsi que le Haut Représentant de l'Union européenne, soulignons notre profond sentiment d'unité alors que le monde fait face à de graves menaces pour le système international, y compris la poursuite de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine. Nous réaffirmons notre engagement à prendre des mesures collectives pour relever les défis mondiaux, notamment les changements climatiques, la pollution, la perte de biodiversité, la santé et la sécurité alimentaire et énergétique, et pour maintenir et renforcer l'ordre international libre et ouvert fondé sur la primauté du droit, dans le respect de la Charte des Nations Unies (ONU). Nous continuerons de travailler avec nos partenaires pour promouvoir des sociétés ouvertes, transparentes, résilientes et durables qui défendent les droits de la personne, la justice et la dignité, et qui répondent aux besoins des plus vulnérables. Nous réaffirmons notre intention de promouvoir la sécurité humaine et de continuer à bâtir une communauté mondiale qui ne laisse personne de côté. Nous appelons tous les partenaires à se joindre à nous pour relever ces défis mondiaux urgents et à travailler ensemble pour bâtir un avenir meilleur, plus prospère et plus sûr.

## II. PROMOTION DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ

### 1 La guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine

Nous condamnons une fois de plus dans les termes les plus forts la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, qui constitue une violation grave du droit international, y compris de la Charte des Nations unies. La Russie doit retirer toutes ses forces et tous ses équipements d'Ukraine immédiatement et sans condition. Nous renouvelons aujourd'hui notre engagement à soutenir l'Ukraine aussi longtemps qu'il le faudra et à fournir un soutien sécuritaire, économique et institutionnel soutenu pour aider l'Ukraine à se défendre, à assurer son avenir libre et démocratique et à dissuader toute agression russe future.

Nous réitérons notre soutien aux efforts déployés par le président Zelenskyy pour promouvoir une paix

globale, juste et durable, conformément à la Charte des Nations Unies, et nous soutenons les principes de base énoncés dans sa formule de paix. Nous saluons également la résolution A/RES/ES-11/6, qui a été adoptée le 23 février 2023, avec le large soutien de la communauté internationale lors de la Session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU). Nous continuerons d'aider l'Ukraine à réparer et à restaurer ses infrastructures énergétiques et environnementales essentielles et nous réaffirmerons notre ferme soutien à la sécurité énergétique de l'Ukraine. Les efforts de lutte contre la corruption et de réforme intérieure de l'Ukraine doivent se poursuivre, et nous les soutiendrons. À cet égard, nous réitérons notre pleine confiance dans le Groupe de soutien des ambassadeurs du G7 en Ukraine et dans son rôle d'appui au processus de mise en œuvre.

La rhétorique nucléaire irresponsable de la Russie et sa menace de déployer des armes nucléaires au Bélarus sont inacceptables. Toute utilisation d'armes chimiques, biologiques ou nucléaires par la Russie aurait de graves conséquences. Nous rappelons l'importance des 77 ans de non-recours aux armes nucléaires depuis 1945. Nous condamnons la poursuite par la Russie de la saisie et de la militarisation de la centrale nucléaire de Zaporizhzhya (ZNPP), qui pourrait avoir de graves conséquences pour la sûreté et la sécurité nucléaires. Nous appuyons les efforts déployés par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour aider à renforcer la sûreté et la sécurité nucléaires en Ukraine, y compris le leadership du directeur général dans le cadre des efforts déployés dans le cadre du ZNPP.

Nous restons déterminés à intensifier les sanctions contre la Russie, à les coordonner et à les appliquer pleinement, notamment par l'intermédiaire du mécanisme de coordination de l'application de la loi, et à contrer les tentatives de la Russie et de tierces parties de se soustraire à nos sanctions et de les saper. Nous réitérons notre appel aux tierces parties pour qu'elles cessent d'aider la Russie à faire face à la guerre de la Russie, faute de quoi elles devront assumer des coûts élevés. Nous renforcerons notre coordination pour empêcher et répondre aux tiers qui fournissent des armes à la Russie et continuer à prendre des mesures contre ceux qui soutiennent matériellement la guerre de la Russie contre l'Ukraine. Nous sommes déterminés, conformément à nos systèmes juridiques respectifs, à ce que les actifs souverains de la Russie dans nos juridictions restent immobilisés jusqu'à ce qu'il y ait une résolution du conflit qui traite de la violation par la Russie de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Toute résolution du conflit doit garantir que la Russie paie pour les dommages qu'elle a causés.

Il ne peut y avoir d'impunité pour les crimes de guerre et autres atrocités telles que les attaques de la Russie contre les civils et les infrastructures civiles critiques. Nous condamnons en outre le transfert illégal et l'expulsion d'Ukrainiens, y compris d'enfants, et les violences sexuelles liées au conflit contre les Ukrainiens. Nous réaffirmons notre engagement à demander des comptes aux responsables conformément au droit international, notamment en appuyant les efforts des mécanismes internationaux, en particulier de la Cour pénale internationale. Nous appuyons l'étude de la création d'un tribunal internationalisé basé dans le système judiciaire ukrainien pour poursuivre le crime d'agression contre l'Ukraine. En outre, nous soulignons l'importance de la protection et de la préservation des biens culturels et du patrimoine ukrainiens endommagés et menacés par la guerre d'agression.

La militarisation des ressources alimentaires et énergétiques par la Russie a aggravé les vulnérabilités économiques, exacerbé des crises humanitaires déjà graves et aggravé l'insécurité alimentaire et

énergétique mondiale. Nous continuerons de fournir une assistance, y compris une aide alimentaire, pour aider les pays et les populations touchés.

## **2 Indo-Pacifique**

Nous réaffirmons l'importance d'une région indopacifique libre et ouverte, qui soit inclusive, prospère, sûre, fondée sur la primauté du droit et qui protège les principes communs, notamment la souveraineté, l'intégrité territoriale et le règlement pacifique des différends, les libertés fondamentales et les droits de l'homme. Nous réaffirmons les initiatives individuelles des membres du G7 et accueillons celles de nos partenaires pour renforcer leur engagement dans la région. Nous soulignons notre engagement à renforcer davantage notre coordination entre les pays du G7 dans la région, à travailler avec nos partenaires régionaux, y compris l'ANASE et ses États membres. Nous réaffirmons notre soutien indéfectible à la centralité et à l'unité de l'ASEAN et notre engagement à promouvoir la coopération conformément aux perspectives de l'ASEAN sur l'Indo-Pacifique. Nous réaffirmons également notre partenariat avec les pays insulaires du Pacifique et réaffirmons l'importance de soutenir leurs priorités et leurs besoins, conformément à la Stratégie 2050 du Forum des îles du Pacifique pour le continent bleu du Pacifique, notamment par le biais de la 4e Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement (PEID) en 2024. Nous saluons et encourageons les efforts déployés par le secteur privé, les universités et les groupes de réflexion, qui contribuent à la réalisation d'un Indo-Pacifique libre et ouvert.

## **3 Chine**

Nous reconnaissons l'importance de dialoguer franchement avec la Chine et d'exprimer nos préoccupations directement à la Chine. Nous reconnaissons la nécessité de travailler avec la Chine sur les défis mondiaux ainsi que sur des domaines d'intérêt commun, notamment les changements climatiques, la biodiversité, la sécurité sanitaire mondiale et l'égalité des sexes. Nous réitérons notre appel à la Chine pour qu'elle agisse en tant que membre responsable de la communauté internationale. Nous sommes prêts à travailler ensemble pour établir des relations constructives et stables par le dialogue et pour promouvoir la reprise économique mondiale et les échanges entre les peuples d'une manière mutuellement bénéfique. Il est dans l'intérêt de tous les pays, y compris la Chine, d'assurer des environnements commerciaux transparents, prévisibles et équitables. Les activités commerciales et les intérêts légitimes des entreprises étrangères doivent être protégés contre les pratiques déloyales, anticoncurrentielles et non commerciales, y compris par le transfert illégitime de technologie ou la divulgation de données en échange d'un accès au marché. Nous encourageons la Chine à respecter ses engagements à agir de manière responsable dans le cyberspace, notamment en s'abstenant de commettre ou de soutenir le vol de propriété intellectuelle cybernétique à des fins commerciales.

Nous rappelons à la Chine la nécessité de respecter les buts et principes de la Charte des Nations Unies et de s'abstenir de menaces, de coercition, d'intimidation ou de recours à la force. Nous demeurons gravement préoccupés par la situation en mer de Chine orientale et méridionale. Nous nous opposons fermement à toute tentative unilatérale de modifier le statu quo par la force ou la coercition. Il n'y a aucune base juridique pour les revendications maritimes étendues de la Chine en mer de Chine méridionale, et nous nous opposons aux activités de militarisation de la Chine dans la région. Nous soulignons le caractère universel et unifié de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS) et réaffirmons le rôle important de la CNUDM dans l'établissement du cadre

juridique qui régit toutes les activités dans les océans et les mers. Nous réitérons que la sentence rendue par le tribunal arbitral le 12 juillet 2016 est une étape importante, juridiquement contraignante pour les parties à cette procédure, et une base utile pour résoudre pacifiquement les différends entre les parties.

Nous réaffirmons l'importance de la paix et de la stabilité de part et d'autre du détroit de Taiwan en tant qu'élément indispensable de la sécurité et de la prospérité de la communauté internationale, et appelons au règlement pacifique des problèmes de part et d'autre du détroit. Il n'y a aucun changement dans les positions fondamentales des membres du G7 sur Taïwan, y compris les politiques déclarées d'une seule Chine. Nous appuyons la participation significative de Taiwan aux organisations internationales, y compris à l'Assemblée mondiale de la Santé et aux réunions techniques de l'OMS, en tant que membre lorsque le statut d'État n'est pas une condition préalable et en tant qu'observateur ou invité là où il se trouve. La communauté internationale devrait pouvoir bénéficier de l'expérience de tous les partenaires. Nous continuons de faire part de nos préoccupations à la Chine au sujet des violations et atteintes aux droits de l'homme signalées, notamment au Xinjiang et au Tibet. Nous réitérons nos préoccupations face à l'érosion continue des droits et libertés d'autonomie de Hong Kong, et appelons la Chine à agir conformément à ses engagements internationaux et à ses obligations juridiques, y compris ceux consacrés dans la Déclaration conjointe sino-britannique et la Loi fondamentale.

Nous appelons la Chine à agir conformément à ses obligations au titre de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques et de la Convention de Vienne sur les relations consulaires.

#### **4 Corée du Nord**

Nous condamnons fermement le nombre sans précédent de lancements illégaux de missiles balistiques par la Corée du Nord, y compris le lancement, le 13 avril, de ce que la Corée du Nord a qualifié de missile balistique intercontinental à combustible solide. Chacun de ces lancements violait plusieurs résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies (RCSNU). Les actions de la Corée du Nord, ainsi que la rhétorique de plus en plus déstabilisatrice concernant l'utilisation des armes nucléaires, sapent la stabilité régionale et constituent une grave menace pour la paix et la sécurité internationales. Nous exigeons que la Corée du Nord s'abstienne de toute autre action déstabilisatrice ou provocatrice, y compris tout nouvel essai nucléaire ou lancement utilisant la technologie des missiles balistiques. De telles actions doivent faire l'objet d'une réponse internationale rapide, unie et robuste, y compris d'autres mesures importantes à prendre par le Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU).

Nous réitérons notre attachement indéfectible à l'objectif de l'abandon complet, vérifiable et irréversible par la Corée du Nord de ses armes nucléaires et de ses programmes nucléaires existants, ainsi que de tout autre programme d'armes de destruction massive (ADM) et de missiles balistiques, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies. Nous exhortons la Corée du Nord à respecter pleinement le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et les garanties de l'AIEA, ainsi qu'à signer et ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE). La Corée du Nord ne peut pas et n'aura jamais le statut d'État doté d'armes nucléaires en vertu du TNP. Nous appelons la Corée du Nord à accepter les offres répétées de dialogue, y compris du Japon, des États-Unis et de la République de Corée.

Il est essentiel que les sanctions soient pleinement et scrupuleusement mises en œuvre par tous les

États et restent en place aussi longtemps que les programmes d'ADM et de missiles balistiques de la Corée du Nord existeront. Nous appelons à une plus grande coordination internationale pour contrer les cyberactivités malveillantes de la Corée du Nord.

Nous demeurons profondément préoccupés par la crise humanitaire croissante en Corée du Nord, qui est motivée par le choix de la Corée du Nord de donner la priorité à ses programmes illégaux d'armes de destruction massive et de missiles balistiques plutôt qu'au bien-être de la population nord-coréenne. Nous déplorons les violations systématiques des droits de l'homme commises par la Corée du Nord et exhortons la Corée du Nord à respecter les droits de l'homme, à faciliter l'accès des organisations humanitaires internationales et à résoudre immédiatement la question des enlèvements.

## **5 Birmanie**

Nous continuons de condamner fermement le coup d'État militaire au Myanmar, restons profondément préoccupés par la détérioration de la situation sécuritaire, humanitaire, politique et des droits de l'homme, et exprimons notre solidarité avec son peuple. Nous condamnons fermement la frappe aérienne du 11 avril menée par l'armée du Myanmar dans le canton de Kanbalu, dans la région de Sagaing, qui a tué un grand nombre de civils, dont des enfants. Nous appelons l'armée du Myanmar à cesser immédiatement toute violence, à libérer tous les prisonniers politiques et les personnes détenues arbitrairement, et à ramener le pays sur une voie véritablement démocratique. Nous condamnons l'exclusion supplémentaire de quarante partis politiques du Myanmar, y compris la Ligue nationale pour la démocratie, du processus politique par l'armée du Myanmar. L'armée du Myanmar devrait créer un environnement propice à un dialogue inclusif et pacifique, auquel participent toutes les parties prenantes concernées dans le pays. Nous appelons également à un accès humanitaire sûr et sans entrave à toutes les personnes, en particulier aux plus vulnérables. Nous continuons d'appuyer les efforts déployés par l'ANASE pour mettre en œuvre le Consensus en cinq points, notamment par l'intermédiaire de la présidence de l'ANASE et de l'Envoyé spécial de l'ANASE au Myanmar. Nous réaffirmons également notre soutien à l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour le Myanmar et nous saluons la résolution 2669 du Conseil de sécurité des Nations unies sur la situation au Myanmar, qui appelle à la cessation immédiate de la violence, au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi qu'à la protection des civils. Nous réitérons notre appel à tous les États pour qu'ils empêchent l'afflux d'armes au Myanmar. Nous soulignons la nécessité de créer les conditions propices au retour volontaire, sûr, digne et durable de toutes les personnes déplacées, y compris les réfugiés rohingyas.

## **6 Afghanistan**

Nous notons avec une vive préoccupation les menaces croissantes à la stabilité en Afghanistan et la détérioration de la situation humanitaire et économique. Nous exprimons notre plus ferme opposition aux restrictions croissantes imposées par les Taliban aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales. En particulier, nous condamnons les violations systématiques par les Taliban des droits fondamentaux des femmes et des filles et la discrimination à l'encontre des membres des minorités religieuses et ethniques. Tous les Afghans doivent bénéficier d'une participation pleine, égale et significative dans toutes les sphères de la vie publique, d'un accès à l'aide humanitaire vitale et aux services de base, y compris l'éducation, ainsi que de la liberté de mouvement et de la liberté d'expression. Ce sont des conditions préalables à la paix, à la stabilité et à la prospérité en Afghanistan. L'accès sans entrave des travailleurs humanitaires est essentiel à l'acheminement

efficace de l'aide. Nous appelons à l'annulation immédiate des décisions inacceptables restreignant les droits de l'homme et les libertés fondamentales, y compris les dernières interdictions interdisant aux femmes afghanes de travailler pour les ONG et l'ONU.

Nous demeurons préoccupés par le manque persistant d'inclusion politique et de gouvernance représentative. Nous exhortons les Taliban à prendre des mesures importantes pour engager un dialogue national crédible et inclusif, dans lequel tous les Afghans, indépendamment de leur sexe, de leur appartenance ethnique ou de leurs convictions religieuses et politiques, peuvent avoir voix au chapitre. Nous reconnaissons la nécessité de transmettre des messages unifiés aux Taliban en coordination avec les pays de la région et d'autres partenaires internationaux. Nous soulignons qu'il incombe aux Taliban d'assurer le respect des droits de l'homme et une vie digne à tous les Afghans, la stabilité et le relèvement du pays, ainsi que d'empêcher l'Afghanistan de devenir un refuge pour le terrorisme. Nous sommes unis dans la condamnation des attaques terroristes récurrentes, y compris celles qui visent des groupes ethniques et religieux spécifiques. Nous appuyons le mandat du Représentant spécial du Secrétaire général, de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan d'œuvrer à l'instauration de la paix et de la stabilité.

## 7 Iran

Nous réaffirmons notre détermination claire à ce que l'Iran ne mette jamais au point une arme nucléaire et exhortons l'Iran à mettre fin à l'escalade nucléaire. Nous appelons l'Iran à remplir sans plus tarder ses obligations juridiques et ses engagements politiques en matière de non-prolifération nucléaire. Nous demeurons profondément préoccupés par l'escalade incessante du programme nucléaire de l'Iran, qui n'a aucune justification civile crédible et le rapproche dangereusement des activités réelles liées aux armes. Nous rappelons des prélèvements récents effectués par l'AIEA qui ont révélé des particules d'uranium hautement enrichies à 83,7 %. Une solution diplomatique reste notre moyen privilégié de résoudre les préoccupations internationales concernant le programme nucléaire iranien. Dans ce contexte, le Plan d'action global commun continue de fournir une référence utile. Nous prenons note de la volonté déclarée de l'Iran de fournir à l'AIEA de nouvelles informations et un accès plus approfondi pour régler les questions de garanties en suspens, et de son accord pour permettre à l'AIEA de mettre en œuvre d'autres activités de vérification et de surveillance appropriées. Nous appelons l'Iran à respecter ses obligations en matière de garanties et ses engagements pris par des mesures rapides et concrètes.

Nous exprimons notre grave préoccupation face à la poursuite des activités déstabilisatrices de l'Iran, y compris le transfert de missiles, de véhicules aériens sans pilote (UAV) et de technologies connexes à des acteurs étatiques et non étatiques et à des groupes mandataires, en violation des résolutions 2231 et 2216 du Conseil de sécurité des Nations Unies. L'Iran doit cesser de soutenir l'armée russe dans sa guerre d'agression. En particulier, nous demandons à l'Iran de cesser de transférer des drones armés qui ont été utilisés en Ukraine. Les attaques aveugles contre les civils et les infrastructures civiles essentielles constituent des crimes de guerre. Nous réaffirmons notre conviction que le transfert de missiles balistiques représenterait une escalade majeure. Nous saluons les initiatives visant à améliorer les relations bilatérales entre les pays et à désamorcer les tensions dans la région, y compris le récent accord conclu entre l'Iran et l'Arabie saoudite pour rétablir les liens. En outre, nous soulignons qu'il importe d'assurer la sécurité maritime dans les voies navigables du Moyen-Orient, y compris à travers le détroit d'Ormuz et le Bab al Mandab, et nous appelons l'Iran à ne pas

interférer avec l'exercice légal des droits et libertés de navigation par tous les navires.

Nous réitérons notre profonde préoccupation face aux violations systémiques des droits de l'homme et aux abus en Iran, en particulier face aux efforts déployés par l'Iran pour réprimer la dissidence pacifique par des menaces et des intimidations. Nous condamnons le ciblage d'individus, y compris les femmes, les filles, les groupes minoritaires, ainsi que les journalistes, à l'intérieur et à l'extérieur de l'Iran. Nous appelons l'Iran à prendre des mesures concrètes pour résoudre ces problèmes. Nous rejetons fermement le ciblage par l'Iran des citoyens ayant une double nationalité et des citoyens étrangers, et appelons les dirigeants iraniens à mettre fin à toutes les détentions injustes et arbitraires.

## **8 Coopération pour la paix et la stabilité au Moyen-Orient et en Afrique du Nord**

La désescalade, la stabilité et la prospérité régionale sont des priorités clés. Nous appelons les Israéliens et les Palestiniens à prendre des mesures pour instaurer la confiance en vue de la réalisation d'une solution à deux États, qui envisage qu'Israël et un État palestinien viable vivent côte à côte dans la paix, la sécurité et la reconnaissance mutuelle. Toutes les parties doivent s'abstenir de toute action unilatérale qui compromet les perspectives d'une solution à deux États, y compris les activités de colonisation et l'incitation à la violence. Nous condamnons fermement toutes les formes de violence contre les civils, y compris le terrorisme. Nous réaffirmons notre soutien au statu quo historique à Jérusalem et au rôle particulier de la Jordanie à cet égard. Nous nous félicitons des récentes réunions tenues à Aqaba, en Jordanie, et à Charm el-Cheikh, en Égypte, entre la Jordanie, l'Égypte, les États-Unis, Israël et l'Autorité palestinienne, visant à désamorcer les tensions, et nous espérons que les engagements pris dans les communiqués conjoints qui en résulteront seront respectés de bonne foi. Nous continuerons d'aider les Palestiniens à renforcer leur autonomie économique. Nous appelons la communauté internationale à apporter un soutien large et soutenu à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

En ce qui concerne le Yémen, nous réitérons notre soutien à l'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies et appelons toutes les parties, en particulier les Houthis, à obtenir un cessez-le-feu durable et à œuvrer en faveur d'un processus politique global, durable et inclusif dirigé par les Yéménites. Nous appelons également les Houthis à lever tout obstacle à l'acheminement de l'aide humanitaire, en particulier en ce qui concerne les femmes et les filles. Nous exprimons notre reconnaissance au Gouvernement yéménite et aux autres pays de la région, notamment le Royaume d'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Sultanat d'Oman, pour les efforts concertés. Nous appelons toutes les parties concernées et la communauté internationale à soutenir la mise en œuvre du plan dirigé par l'ONU pour sauver le FSO Safer, notamment en comblant rapidement le déficit de financement restant.

Afin de parvenir à la stabilité et de promouvoir l'unité en Libye, nous soutenons la proposition du RSSG d'identifier une voie vers la réalisation d'un consensus politique et la tenue d'élections présidentielles et législatives libres, justes et inclusives d'ici la fin de 2023. Nous exhortons tous les acteurs à préserver la stabilité sur le terrain et à s'engager à travailler de manière constructive sur le processus politique.

Nous encourageons et soutenons le gouvernement tunisien à mettre rapidement en œuvre son propre programme de réformes économiques pour remédier à la situation économique du pays et parvenir à un accord avec le FMI.

En Syrie, nous restons fermement attachés à un processus politique inclusif et facilité par les Nations unies, conformément à la résolution 2254 du Conseil de sécurité des Nations unies. Nous soulignons la nécessité pour la communauté internationale de continuer à soutenir l'envoyé spécial des Nations Unies. Nous réaffirmons que la communauté internationale ne pourra envisager une aide à la reconstruction qu'après des progrès authentiques et durables vers une solution politique conforme à la résolution 2254 du Conseil de sécurité des Nations unies. Nous condamnons les atrocités commises contre le peuple syrien. Nous sommes fermement résolus à rendre des comptes aux responsables de l'utilisation d'armes chimiques et de violations du droit international, y compris le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme, selon le cas. Nous continuons d'exhorter le régime syrien à respecter ses obligations au titre de la résolution 2118 du Conseil de sécurité des Nations unies. Nous confirmons également notre engagement continu à soutenir le peuple syrien par tous les moyens nécessaires, y compris l'aide au relèvement rapide, le cas échéant. Nous appelons à un accès humanitaire total et sans entrave à tous les Syriens dans le besoin, en particulier par le biais de l'aide transfrontalière des Nations Unies pour laquelle il n'existe pas d'alternative en termes de portée ou d'échelle.

Nous sommes solidaires des peuples de Türkiye et de Syrie touchés par les terribles tremblements de terre de février et nous prévoyons de poursuivre notre soutien pour faire face aux conséquences de cette catastrophe. Il est également vital que l'aide humanitaire parvienne à tous ceux qui en ont besoin, en toute sécurité et sans entrave, aussi efficacement que possible.

## **9 Collaboration avec les pays d'Asie centrale**

Nous affirmons notre intention de soutenir la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale des pays d'Asie centrale. Nous nous engageons à collaborer avec les pays d'Asie centrale pour relever les défis régionaux, notamment les conséquences de la guerre d'agression de la Russie, l'effet déstabilisateur de la situation en Afghanistan, l'insécurité alimentaire et énergétique, le terrorisme et les conséquences des changements climatiques. Nous sommes déterminés à favoriser la connectivité durable, le transport et les liens commerciaux et énergétiques afin d'accroître la prospérité régionale. En outre, nous restons déterminés à renforcer notre coopération avec les pays d'Asie centrale dans les domaines du développement socioéconomique, de l'autonomisation économique des femmes, des droits de l'homme, de l'égalité des sexes, des réformes nationales et institutionnelles et de la sécurité régionale. Nous nous félicitons de l'intensification de la coopération régionale des pays d'Asie centrale dans les domaines susmentionnés et restons déterminés à soutenir cette coopération.

## **10 Partenariat G7-Afrique**

Nous approfondissons nos partenariats avec les pays africains et les organisations régionales, y compris l'Union africaine (UA). Nous appuyons les appels africains en faveur d'une représentation plus forte dans les forums internationaux.

Nous réitérons notre ferme engagement à aider les gouvernements de la région à s'attaquer aux conditions sous-jacentes propices à la propagation du terrorisme, de l'extrémisme violent et de

l'instabilité en Afrique. Nous sommes gravement préoccupés par la présence croissante des forces du groupe Wagner affiliées à la Russie sur le continent, ainsi que par leur impact déstabilisateur et leurs violations des droits de l'homme. Nous exhortons tous les acteurs à respecter le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire et réitérons notre appel à la responsabilisation de tous les responsables. Nous appelons également à un accès sûr et sans entrave pour les acteurs humanitaires afin qu'ils puissent atteindre ceux qui en ont besoin.

Au Sahel, nous saluons les efforts déployés par la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali pour aider à protéger la vie des civils, dans le contexte des contraintes politiques et sécuritaires qui pèsent sur la mission. Nous prenons note de l'examen stratégique du Secrétaire général des Nations Unies et des paramètres fixés pour permettre la poursuite de la mission. Nous sommes également gravement préoccupés par la propagation des menaces et des activités terroristes vers les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest. Reconnaisant la nécessité d'améliorer la capacité du gouvernement à répondre aux besoins des citoyens et l'importance d'élections libres et régulières, nous appelons à la mise en œuvre intégrale des chartes de transition dans les pays sur la voie de l'ordre constitutionnel.

Il est urgent de renforcer la paix et la sécurité dans la Corne de l'Afrique, de répondre aux graves besoins humanitaires et de renforcer la résilience dans la région. Nous nous félicitons de l'évolution positive de la situation découlant de l'accord de cessation des hostilités entre le Gouvernement éthiopien et le Front populaire de libération du Tigré, nous félicitons l'Union africaine de sa médiation et nous demandons instamment que des progrès soient accomplis en matière de justice transitionnelle et de responsabilisation. Nous appelons les deux parties à rester déterminées à mettre pleinement en œuvre l'accord, y compris l'accès sans entrave des observateurs internationaux des droits de l'homme. Nous appelons également à un soutien international pour les priorités de réforme du président somalien et la lutte contre al-Shabaab.

Nous condamnons fermement les combats en cours entre les Forces armées soudanaises et les Forces d'appui rapide, qui menacent la sécurité et la sûreté des civils soudanais et sapent les efforts visant à rétablir la transition démocratique au Soudan. Nous exhortons les parties à mettre fin aux hostilités immédiatement et sans conditions préalables. Nous appelons tous les acteurs à renoncer à la violence, à reprendre les négociations et à prendre des mesures actives pour réduire les tensions et assurer la sécurité de tous les civils, y compris le personnel diplomatique et humanitaire.

Nous réaffirmons notre attachement à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo (RDC). Nous condamnons l'avancée du groupe armé du Mouvement du 23 mars (M23) sanctionné par l'ONU, qui exacerbe une situation humanitaire extrême. Nous exhortons le M23 à mettre fin à toute nouvelle avancée et à se retirer de tous les territoires qu'il contrôle. Tous les groupes armés doivent immédiatement cesser tous les actes de violence et déposer les armes. Nous exigeons la mise en œuvre immédiate et intégrale de la cessation des hostilités convenue le 3 mars. Nous saluons les efforts régionaux de stabilisation, y compris le processus de Nairobi dirigé par la Communauté de l'Afrique de l'Est et le dialogue des chefs d'État sous la médiation de l'Angola, et soulignons le rôle essentiel de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RDC dans la protection des civils et le soutien aux efforts de consolidation de la paix du gouvernement de la RDC.

## **11 Coopération avec les partenaires d'Amérique latine et des Caraïbes**

Nous soulignons qu'il importe de renforcer la coopération avec les pays d'Amérique latine et des Caraïbes afin de défendre des intérêts et des valeurs communs. Nous sommes déterminés à travailler ensemble pour relever les défis économiques, les catastrophes naturelles et les changements climatiques, renforcer la primauté du droit, améliorer la résilience socioéconomique, promouvoir le commerce et les investissements, et s'attaquer aux problèmes mondiaux.

Nous sommes préoccupés par la situation économique, politique et humanitaire au Venezuela qui entraîne des déplacements forcés, entraînant des flux migratoires sans précédent dans la région et mettant à rude épreuve les capacités des pays d'accueil. Nous appelons à l'accès humanitaire pour répondre aux besoins urgents des personnes touchées par la crise à plusieurs niveaux. La voie à suivre réside dans les négociations menées par les Vénézuéliens menant à des élections présidentielles et parlementaires libres et équitables dans l'intérêt du peuple vénézuélien.

Nous réaffirmons notre engagement à appuyer, avec d'autres acteurs de la communauté internationale, tous les efforts visant à renforcer les institutions publiques et à résoudre la détérioration de la situation sécuritaire et humanitaire en Haïti. Nous condamnons la violence et les activités criminelles perpétrées par les bandes armées et ceux qui les soutiennent, et nous saluons la résolution 2653 du Conseil de sécurité des Nations unies établissant un régime de sanctions pour Haïti. Nous soutenons le rôle du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti et appelons toutes les parties prenantes à surmonter les divergences et à faire progresser les dialogues sur la base de l'accord politique de 2022, le « Consensus national pour une transition inclusive et des élections transparentes ». Nous réaffirmons qu'il importe de rétablir la stabilité en Haïti et de créer les conditions nécessaires pour permettre la tenue d'élections libres et régulières, ainsi que de faciliter la fourniture sans entrave d'un appui humanitaire au peuple haïtien.

Nous notons avec préoccupation les besoins humanitaires et sécuritaires élevés en El Salvador, au Guatemala et au Honduras. Ces pays souffrent de déplacements massifs, de la hausse des prix des denrées alimentaires et des problèmes d'insécurité. Nous encourageons les efforts existants et nouveaux des donateurs, y compris les acteurs privés, pour répondre aux besoins urgents décrits dans les plans de réponse humanitaire respectifs des Nations Unies pour 2023.

Nous suivons de très près la situation au Nicaragua, où les violations des droits de l'homme et les abus se poursuivent. Nous condamnons la décision du Nicaragua de révoquer arbitrairement la nationalité de plus de 300 citoyens nicaraguayens. Nous appelons le Nicaragua à mettre fin à la répression généralisée de la société civile, du secteur privé et des acteurs politiques, à libérer tous les prisonniers politiques, à respecter ses obligations internationales et à fournir des recours en cas de violations et d'abus.

## **III. RELEVER LES DÉFIS MONDIAUX**

### **12 Ordre international libre et ouvert**

Nous sommes déterminés à renforcer l'ordre international libre et ouvert fondé sur la primauté du droit, le respect de la Charte des Nations Unies, la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les États, ainsi que le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Les pays, grands et petits,

bénéficient de ces principes. Nous sommes déterminés à les soutenir et à les protéger, et nous sommes prêts à travailler avec tous les partenaires volontaires dans cette entreprise.

L'interdiction de la menace ou de l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies, constitue la pierre angulaire du système international d'après-guerre. Pourtant, l'ambition territoriale pousse à nouveau certains États à revenir au pouvoir par la force, c'est pourquoi nous avons redoublé d'efforts pour maintenir la paix guidée par l'état de droit. L'interdiction d'acquérir un territoire résultant de la menace ou de l'emploi de la force, réaffirmée dans la Déclaration sur les relations amicales de 1970, doit être respectée de bonne foi. Nous nous opposons fermement à toute tentative unilatérale visant à modifier le statut établi pacifiquement des territoires par la force ou la coercition, où que ce soit dans le monde. À cet égard, il est interdit d'envoyer des forces régulières ou irrégulières pour annexer unilatéralement un territoire.

Nous soulignons que le commerce libre et équitable est essentiel à un développement résilient et durable pour tous, en particulier les plus vulnérables. Nous reconnaissons que l'accès libre et équitable du public aux connaissances scientifiques fait partie intégrante de la résolution des problèmes mondiaux. Nous reconnaissons également l'importance de renforcer l'action internationale pour détecter, contrecarrer et mettre fin à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, notamment en soutenant les pays en développement.

Nous réaffirmons la nécessité d'accélérer la coopération avec nos partenaires pour prévenir et combattre le terrorisme et l'extrémisme violent, y compris le financement du terrorisme et l'utilisation abusive du cyberspace à des fins terroristes. Nous réaffirmons l'importance de lutter contre la criminalité transnationale organisée, y compris les crimes liés au trafic de drogues, au trafic d'armes légères et de petit calibre, à la traite des personnes et à la maltraitance des enfants, en ligne et hors ligne. Nous reconnaissons les défis importants que posent les drogues synthétiques en matière de santé et de sécurité publiques. Nous redoublerons d'efforts pour mettre fin à la fabrication et au trafic illicites de ces substances et pour nous attaquer aux conséquences de la consommation de substances sur la santé publique. Nous restons attachés à une migration sûre, ordonnée et régulière dans le monde entier et continuerons de nous engager dans la prévention et la lutte contre le trafic de migrants et la traite des personnes. Notre approche continuera d'être axée sur les droits de l'homme, centrée sur les survivantes et sensible au genre, et se concentrera sur l'identification et la protection des personnes les plus à risque, ainsi que sur la poursuite des auteurs. Nous sommes déterminés à travailler ensemble pour renforcer les efforts transfrontaliers d'application de la loi et poursuivre la responsabilisation en matière de corruption. Nous nous engageons à assurer une mise en œuvre solide et efficace de nos obligations et engagements existants en matière de lutte contre la corruption, y compris les efforts de lutte contre la corruption transnationale, et nous nous efforçons de faire progresser nos priorités communes en matière de lutte contre la corruption.

### **13 Gouvernance mondiale**

Nous réaffirmons l'importance du multilatéralisme et de la coopération internationale dans la promotion de la paix, de la stabilité et de la prospérité. Nous exprimons notre soutien à la vision de Notre programme commun du Secrétaire général des Nations Unies. Nous pensons que l'ONU devrait être renforcée pour faire face à l'évolution de l'environnement international et aux défis de la sécurité collective. À cet égard, nous soulignons les voix de l'écrasante majorité des États membres de

l'Assemblée générale des Nations Unies, qui ont envoyé un signal clair de condamnation de la guerre d'agression de la Russie, bien que la Russie ait bloqué les décisions du Conseil de sécurité des Nations Unies. Nous saluons l'engagement de la France, du Royaume-Uni et des États-Unis à s'abstenir volontairement d'utiliser le droit de veto au Conseil de sécurité des Nations Unies, sauf dans des circonstances rares et extraordinaires, et espérons que les membres permanents restants se joindront à eux. Nous rappelons dans ce contexte le code de conduite du TCA et l'Initiative franco-mexicaine sur la suspension du veto en cas d'atrocités de masse. Nous sommes déterminés à travailler avec tous les États membres de l'ONU pour renforcer les rôles du Secrétaire général de l'ONU ainsi que de l'Assemblée générale des Nations Unies. Nous réaffirmons également notre engagement en faveur de la réforme du Conseil de sécurité des Nations unies.

Soulignant les responsabilités partagées des principales économies mondiales pour combler le déficit de financement des ODD, nous nous efforçons de mettre en œuvre le Programme 2030 et d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD) et reconnaissons la nécessité d'une action accélérée pour les atteindre d'ici 2030. Nous sommes déterminés à contribuer au succès du Sommet des ODD de 2023, du moment de bilan du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et du Sommet de l'avenir de 2024. Nous réaffirmons nos efforts pour renforcer l'appui aux populations vulnérables, en particulier en Afrique subsaharienne, où les projections suggèrent que l'extrême pauvreté deviendra de plus en plus concentrée, notamment en promouvant le concept de sécurité humaine dans la nouvelle ère. Nous accueillons favorablement le résumé de la réunion des hauts fonctionnaires du G7 sur le développement, publié le 20 mars 2023, qui souligne le rôle central essentiel des efforts de développement durable dans tous les travaux du G7 et reconnaît la révision en cours de la Charte de la coopération en matière de développement du Japon. Nous nous félicitons du « Sommet pour un nouveau pacte mondial de financement » qui se tiendra à Paris en juin, dans le but de catalyser et de compléter les efforts en cours pour réaliser le Programme 2030 dans son ensemble. Nous réaffirmons la nécessité de renforcer les institutions financières internationales et soulignons le rôle des banques multilatérales de développement (BMD) dans la réalisation des ODD, y compris dans les contextes de crise. Nous appuyons les efforts en cours de réforme des BMD, y compris la feuille de route du Groupe de la Banque mondiale sur l'évolution. Nous réaffirmons également notre soutien au G20 et nous aiderons nos dirigeants à parvenir à un résultat positif lors du Sommet de New Delhi en septembre 2023.

## **14 Consolidation de la paix et maintien de la paix**

Nous renouvelons notre engagement à renforcer les efforts de consolidation de la paix pour relever des défis de sécurité de plus en plus complexes et interconnectés. Nous devons bâtir des sociétés résilientes, protéger les droits de l'homme, soutenir la bonne gouvernance et investir dans les populations pour parvenir à une paix durable. Nous condamnons la violence sexuelle et sexiste, en particulier lorsqu'elle est liée aux conflits.

Nous attachons une grande importance au rôle de l'ONU et appuyons une approche intégrée de la consolidation et du maintien de la paix. Nous appuyons la Commission de consolidation de la paix dans son rôle de rassembleur des parties prenantes concernées et d'organe consultatif auprès d'autres organes de l'ONU. Nous réaffirmons que les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales des Nations Unies sont des outils précieux pour prévenir l'escalade et la reprise des conflits et pour protéger les civils lorsqu'ils sont mandatés pour le faire. Nous réaffirmons en outre notre attachement et notre appui aux programmes « Action pour le maintien de la paix » et « Action

pour le maintien de la paix Plus » du Secrétaire général des Nations Unies visant à réformer et à renforcer ces opérations. Nous renforcerons les capacités et assurerons la sûreté et la sécurité des personnes déployées, par exemple dans le cadre du Programme de partenariat triangulaire des Nations Unies. Nous soulignons également l'importance de renforcer la mise en œuvre mondiale du Programme sur les femmes, la paix et la sécurité (FPS). Nous réitérons notre engagement à contribuer à la discussion à l'ONU sur un « Nouvel Ordre du jour pour la paix ».

## **15 Désarmement et non-prolifération**

Nous sommes déterminés à maintenir et à renforcer les efforts de désarmement et de non-prolifération pour un monde plus sûr, plus stable et plus sûr, et nous souscrivons à la Déclaration du Groupe des directeurs du G7 sur la non-prolifération du 17 avril 2023.

Conscients de la réunion des dirigeants du G-7 qui se tiendra à Hiroshima et qui, avec Nagasaki, rappelle la dévastation sans précédent et les immenses souffrances humaines que les habitants d'Hiroshima et de Nagasaki ont connues à la suite des bombardements atomiques de 1945, nous réaffirmons notre attachement à l'objectif ultime d'un monde sans armes nucléaires et d'une sécurité non diminuée pour tous, réalisé grâce à une approche réaliste, pragmatique et responsable. À cet égard, le « Plan d'action d'Hiroshima » du Japon est une contribution bienvenue qui incarne une approche pragmatique compte tenu de la situation sécuritaire difficile actuelle. Nous soulignons l'importance de l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, tout en encourageant d'autres dirigeants, des jeunes et d'autres à se rendre également à Hiroshima et à Nagasaki.

Le déclin général des arsenaux nucléaires mondiaux doit se poursuivre et ne pas être inversé. Le TNP est la pierre angulaire du régime mondial de non-prolifération nucléaire et le fondement de la poursuite du désarmement nucléaire et des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Nous appelons à l'ouverture immédiate de négociations attendues depuis longtemps sur un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires, tout en exhortant tous les États qui ne l'ont pas encore fait à déclarer et à maintenir des moratoires volontaires sur la production de ces matières. Nous soulignons qu'il est urgent de faire entrer en vigueur le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Nous exprimons notre préoccupation face à l'annonce par la Russie de sa volonté de procéder à un essai nucléaire, et nous appelons la Russie à respecter son moratoire sur les essais nucléaires.

Le G7 s'est engagé à travailler avec tous les États pour définir et mettre en œuvre des mesures visant à réduire au minimum les risques liés à l'utilisation d'armes nucléaires et à renforcer le contrôle des armements. Nous rappelons la Déclaration conjointe des dirigeants des cinq États dotés d'armes nucléaires publiée le 3 janvier 2022 sur la prévention de la guerre nucléaire et la prévention de la course aux armements, et réaffirmons qu'une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit jamais être menée. Nous appelons la Russie à renouveler son engagement – en paroles et en actes – en faveur des principes consacrés dans cette déclaration. Nous nous félicitons de la transparence dont font preuve les États dotés d'armes nucléaires du G7 en fournissant des données sur leurs forces nucléaires et la taille objective de leurs arsenaux nucléaires. Nous appelons les autres qui ne l'ont pas encore fait à faire de même. Nous regrettons profondément la décision de la Russie de suspendre le nouveau traité START et appelons la Russie à revenir à sa pleine mise en œuvre et au dialogue américano-russe sur la réduction des risques nucléaires. Nous sommes également préoccupés par l'expansion continue et accélérée de l'arsenal nucléaire de la Chine et par la mise au point de vecteurs

de plus en plus sophistiqués, sans transparence, sans contrôle des armements de bonne foi ni mesures de réduction des risques. Le G7 exhorte la Chine à engager rapidement des discussions stratégiques sur la réduction des risques avec les États-Unis et à promouvoir la stabilité grâce à une plus grande transparence de ses politiques, plans et capacités en matière d'armes nucléaires. Nos politiques de sécurité sont fondées sur l'idée que les armes nucléaires, aussi longtemps qu'elles existent, doivent servir à des fins défensives, dissuader l'agression et prévenir la guerre et la coercition.

Les pays du G7 qui optent pour l'énergie nucléaire ou des applications nucléaires pacifiques connexes reconnaissent que l'utilisation de l'énergie, de la science et de la technologie nucléaires contribue à fournir une énergie abordable à faibles émissions de carbone, tout en respectant les normes les plus élevées en matière de sûreté, de sécurité et de non-prolifération nucléaires. Nous reconnaissons le rôle essentiel que joue l'AIEA pour aider les États Membres à renforcer leurs capacités humaines et institutionnelles à l'appui de ces normes. Nous soulignons qu'il importe d'accroître la transparence de la gestion du plutonium civil. Nous appelons tous les États qui se sont engagés à rendre compte chaque année à l'AIEA de leurs stocks de plutonium dans le cadre d'activités nucléaires pacifiques à respecter ces engagements. Nous appuyons également l'adoption universelle des principaux accords de garanties, y compris les accords de garanties généralisées, les protocoles additionnels de l'AIEA et, le cas échéant, le protocole révisé sur les petites quantités.

Nous rappelons l'engagement pris par les dirigeants du G7 d'évaluer les mesures visant à réduire la dépendance à l'égard des produits nucléaires civils en provenance de Russie et d'aider les pays qui cherchent à diversifier leurs approvisionnements.

Nous soulignons que le contrôle des exportations demeure un instrument essentiel pour le maintien de la sécurité et de la stabilité internationales, et que tous les États ont l'obligation juridique de prendre et d'appliquer des mesures efficaces pour mettre en place des contrôles nationaux afin de prévenir la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs en vertu de la résolution 1540 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Les régimes multilatéraux de contrôle des exportations jouent un rôle central à cet égard. Nous continuons d'assurer la coordination au sein du G7 et de travailler avec d'autres États pour renforcer les contrôles efficaces et responsables des exportations de matières, de technologies et de recherches qui pourraient être utilisées à des fins militaires. Nous réitérons notre engagement à examiner le matériel et la technologie que nous contrôlons, notamment en coordonnant nos efforts respectifs et en appuyant les travaux visant à mettre à jour les listes des régimes multilatéraux de contrôle des exportations afin de suivre le rythme de l'évolution technologique rapide. Nous réaffirmons notre détermination à collaborer avec nos partenaires pour contrer la menace des armes nucléaires, chimiques et biologiques. Nous réitérons notre engagement à faire en sorte que le Partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes dirigé par le G7, qui compte 31 membres, conserve son rôle de chef de file dans la lutte contre les menaces posées par les armes de destruction massive et les matières connexes.

## **16 Résilience économique et sécurité économique**

Nous exprimons notre préoccupation face à l'augmentation des menaces à la sécurité économique et soulignons le besoin urgent d'améliorer notre coordination et notre coopération au sein et au-delà du G7. Nous exprimons notre engagement continu à renforcer la sécurité économique, en particulier pour les pays les plus vulnérables. Nous soulignons qu'il importe d'honorer les normes et obligations internationales pour préserver la sécurité et la résilience économiques mondiales, et nous réaffirmons

notre engagement à renforcer la résilience économique mondiale et à réagir aux pratiques néfastes qui sapent le système commercial multilatéral fondé sur des règles, centré sur l'OMC. Nous partageons le point de vue selon lequel des chaînes d'approvisionnement résilientes devraient être construites de manière transparente, diversifiée, sûre, durable, digne de confiance et fiable.

Nous restons déterminés à accroître notre vigilance et à renforcer notre coopération pour contrer les menaces qui visent à saper non seulement nos intérêts, mais aussi la sécurité et la stabilité mondiales, y compris la coercition économique. Nous soulignons qu'il importe de nous doter des moyens nécessaires pour contrer la coercition économique et de collaborer avec des partenaires aux vues similaires, y compris des partenaires d'économies émergentes ou en développement, afin d'améliorer notre évaluation, notre préparation, notre dissuasion et notre réponse à de telles menaces, sur la base d'une solide coordination diplomatique.

Nous soulignons également qu'il est urgent de prendre des mesures contre l'acquisition illégitime ou forcée par l'État de technologies essentielles et de propriété intellectuelle, en particulier lorsque cela constitue un risque pour la sécurité des pays visés. Les technologies critiques et émergentes auront un effet transformateur sur le fonctionnement des sociétés, et leur utilisation inattendue, malveillante, non fiable ou inappropriée a le potentiel de perturber la sécurité nationale et individuelle. Nous réaffirmons que la conception, le développement, la gouvernance, l'exportation et l'utilisation de ces technologies devraient être guidés par des valeurs démocratiques partagées.

Nous saluons également les efforts déployés par le Groupe Rome-Lyon du G7 pour rapprocher les discussions sur la sécurité économique et sur les efforts de lutte contre le terrorisme et la criminalité afin de favoriser la coordination et la collaboration avec les entreprises privées et d'autres partenaires non gouvernementaux, et d'améliorer les mesures d'application de la loi, y compris les mesures préventives.

## **17 Financement du développement et infrastructures**

Nous réaffirmons notre engagement à réduire le déficit d'investissement dans les infrastructures en fournissant du financement et d'autres formes de soutien pour des infrastructures durables, résilientes, inclusives et de qualité. Nous travaillerons ensemble pour rendre opérationnel le Partenariat pour l'infrastructure et l'investissement mondiaux (PGII), notamment par le biais de partenariats dirigés par les pays et d'investissements dans des environnements propices au développement durable des infrastructures. Notre objectif est de concentrer les investissements sur les domaines qui favorisent une croissance équitable et la résilience, notamment le climat et l'énergie, la connectivité, y compris les TIC et les transports, la sécurité alimentaire, la santé et le genre.

Alors que les ODD arrivent à mi-parcours en 2023, nous devons redoubler d'efforts pour revitaliser la coopération internationale afin d'atteindre les ODD de manière globale, et nous sommes préoccupés par l'augmentation du fardeau de la dette dans de nombreux pays en développement et par l'éviction des investissements dans la transition vers des économies plus vertes, plus résilientes et inclusives, soulignant l'importance de pratiques de prêt équitables et ouvertes. Nous visons à renforcer la coordination des créanciers pour la restructuration de la dette et à améliorer la mise en œuvre de nos cadres existants grâce à un renforcement des capacités approprié.

Nous sommes déterminés à promouvoir des pratiques transparentes et équitables de financement du développement et nous travaillerons ensemble pour combler les lacunes dans la mise en œuvre des

principes existants tels que la transparence et la viabilité de la dette, le traitement coordonné de la dette au niveau international et le respect de la comparabilité du traitement, les pratiques équitables en matière d'évaluation, de sélection et de prêt, et les investissements de qualité dans les infrastructures. À cet égard, nous appelons tous les acteurs à adhérer aux règles, normes et principes internationalement reconnus, y compris les Principes du G20 pour l'investissement dans des infrastructures de qualité et la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales. Nous nous engageons à approfondir les discussions et à favoriser la coopération entre partenaires aux vues similaires.

## **18 Espace extra-atmosphérique et cybersécurité**

Étant donné que nos sociétés dépendent de plus en plus des systèmes spatiaux, nous sommes déterminés à promouvoir le maintien d'un environnement spatial pacifique, sûr, sécurisé et durable et appelons tous les États à travailler ensemble pour les générations futures. Nous réaffirmons qu'il importe de s'attaquer au problème des débris spatiaux, qui connaît une croissance exponentielle. Nous appuyons fermement l'application des directives internationales adoptées par le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et nous nous félicitons des efforts déployés au niveau national pour mettre au point de nouvelles solutions en matière de réduction des débris spatiaux et de remise en état des débris spatiaux. Appuyant la résolution 77/41 de l'Assemblée générale des Nations Unies, nous nous engageons à ne pas procéder à des essais destructeurs de missiles antisatellites à ascension directe et encourageons les autres à faire de même. Nous demeurons profondément préoccupés par les menaces croissantes qui pèsent sur les systèmes spatiaux. Nous soutenons fermement le Groupe de travail à composition non limitée des Nations Unies sur la réduction des menaces spatiales grâce à des normes, des règles et des principes de comportements responsables. Il est également important d'améliorer conjointement les capacités de la connaissance de la situation spatiale afin d'éviter les collisions involontaires et de mieux partager ces données.

Nous soutenons un cyberespace ouvert, interopérable, fiable et sécurisé. Nous sommes préoccupés par les menaces croissantes dans le cyberespace et restons déterminés à relever les défis et à promouvoir la primauté du droit dans le cyberespace. Nous encourageons tous les États à approfondir le débat de fond sur la manière dont le droit international existant, y compris la Charte des Nations Unies, s'applique au cyberespace. Nous sommes déterminés à mettre en œuvre des mesures de confiance régionales et mondiales, à promouvoir des normes internationalement établies, volontaires et non juridiquement contraignantes de comportement responsable des États dans le cyberespace, et à intensifier les efforts de renforcement des capacités. Nous sommes déterminés à diffuser les cadres de coopération internationale existants pour les enquêtes et les poursuites et à contribuer aux efforts en cours pour lutter contre la cybercriminalité.

## **19 Lutte contre l'ingérence étrangère, y compris la désinformation**

Nous demeurons préoccupés par les menaces croissantes que font peser sur nos nations, nos économies et nos sociétés les activités d'ingérence étrangère, y compris la désinformation, qui visent à perturber nos processus démocratiques, à déstabiliser nos sociétés, à mettre en danger notre peuple et à saper nos institutions et nos valeurs communes. Nous nous engageons à promouvoir un environnement d'information libre et ouvert sans manipulation d'informations étrangères. Nous réaffirmons notre engagement à renforcer le Mécanisme d'intervention rapide (MRR) du G7 dans le

cadre de nos efforts visant à protéger collectivement contre les menaces étrangères à la démocratie, y compris les menaces à l'information étrangère, parallèlement à d'autres efforts internationaux. Nous condamnons fermement l'utilisation généralisée de la manipulation de l'information et de la désinformation par la Russie afin d'obtenir un soutien pour son agression contre l'Ukraine. L'accès à une information fiable et de qualité est essentiel pour lutter contre la manipulation de l'information et la désinformation, et nous redoublerons d'efforts à cet égard, notamment en soutenant les initiatives internationales pertinentes, telles que le Partenariat pour l'information et la démocratie, et les efforts de l'ONU, de l'OCDE ou d'ailleurs. Nous nous engageons également à encourager les entreprises numériques à renforcer leurs plateformes contre toute utilisation abusive à des fins de manipulation, tout en promouvant un Internet libre, ouvert et sécurisé.

## **20 Sécurité énergétique, changement climatique et dégradation de l'environnement**

Nous reconnaissons qu'il est urgent d'atteindre la sécurité énergétique tout en accélérant la transformation vers des émissions nettes nulles de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2050 et en enravant et en inversant la perte de biodiversité d'ici 2030. À cette fin, nous réaffirmons notre détermination à réduire la consommation d'énergie, à promouvoir l'efficacité énergétique et à accélérer le développement et le déploiement d'énergies propres, sûres et durables, tout en réduisant notre dépendance aux combustibles fossiles, afin d'accélérer la décarbonisation des systèmes énergétiques mondiaux. Nous réaffirmons notre détermination à renforcer la gouvernance mondiale de l'énergie et à assurer la liquidité des marchés de l'énergie par des moyens tels qu'une utilisation accrue de l'énergie propre, afin d'empêcher tout pays de tirer parti des exportations d'énergie comme outil de coercition géopolitique. Nous nous efforcerons de renforcer les chaînes d'approvisionnement en minerais critiques sûres, résilientes, durables, responsables, transparentes et diversifiées, essentielles aux économies à consommation énergétique nette zéro et aux technologies propres, et de diversifier les chaînes d'approvisionnement en énergie propre plus larges pour soutenir la transition énergétique mondiale. Rappelant notre engagement envers l'objectif de parvenir à des secteurs de l'électricité entièrement ou principalement décarbonés d'ici 2035, nous restons déterminés à œuvrer pour assurer l'accès à une énergie abordable, fiable et durable pour tous. Nous encouragerons la coopération internationale pour accélérer les transitions énergétiques propres et durables afin de maintenir une limite de température de 1,5 °C à portée de main. Nous soulignons l'importance de données et d'analyses objectives ainsi que d'un dialogue entre les parties prenantes en vue de stabiliser les marchés de l'énergie.

En ce qui concerne les impacts accélérés de la triple crise mondiale du changement climatique, de la perte de biodiversité et de la pollution, et à la lumière des conclusions du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, nous réaffirmons notre engagement inébranlable à renforcer la mise en œuvre de l'Accord de Paris et du Cadre mondial Kunming-Montréal pour la biodiversité (CMGBT) au cours de cette décennie critique, et nous travaillerons à la réussite de la COP28 de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Nous nous félicitons de la conclusion des négociations en vue de l'élaboration d'un instrument international juridiquement contraignant dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones situées au-delà de la juridiction nationale. Nous appelons tous les acteurs à prendre des mesures à plus grande échelle, immédiates, ambitieuses et inclusives pour s'assurer que leurs engagements climatiques sont alignés sur une trajectoire de 1,5 °C pour atteindre des émissions mondiales nettes de GES nulles d'ici 2050 au plus tard. Nous appelons également tous les pays à s'engager, lors de la COP28, à atteindre

collectivement le pic des émissions mondiales de GES dès que possible d'ici 2025 au plus tard, en réexaminant et en renforçant les objectifs de 2030 dans leurs contributions déterminées au niveau national (CDN) si nécessaire. Nous réaffirmons notre engagement envers l'objectif des pays développés de mobiliser conjointement 100 milliards de dollars par an en financement climatique jusqu'en 2025 dans le contexte de mesures d'atténuation significatives et de transparence sur la mise en œuvre. Nous continuerons d'accélérer nos efforts pour au moins doubler l'offre collective de financement climatique pour l'adaptation aux pays en développement par rapport aux niveaux de 2019 d'ici 2025, et appelons les autres à faire de même. Nous réaffirmons la nécessité d'engagements solides de la part du G7 et de l'élargissement de la base de contributeurs pour l'ambitieux deuxième processus de reconstitution des ressources du Fonds vert pour le climat. Nous nous engageons à aligner les flux financiers sur l'Accord de Paris et le KMGBF, et appelons les autres pays et les BMD à faire de même. Nous réaffirmons l'importance des partenariats pour une transition énergétique juste (JETP) et nous saluons les progrès réalisés dans le cadre du JETP avec l'Afrique du Sud, l'Indonésie et le Vietnam, ainsi que les discussions en cours avec l'Inde et le Sénégal.

La protection des personnes vivant dans des situations de vulnérabilité climatique, y compris celles des PEID, des pays les moins avancés (PMA) et des États fragiles, est essentielle pour la sécurité humaine et le maintien de la stabilité. Nous promovons l'autonomisation et la protection des groupes qui pourraient être plus touchés par le changement climatique. Nous continuerons de fournir un soutien supplémentaire pour faire progresser l'adaptation et renforcer la résilience de ces personnes et de prendre des mesures opportunes et efficaces pour réduire les risques posés à la paix et à la stabilité par les changements climatiques et la dégradation de l'environnement. Nous reconnaissons les préoccupations particulières de nombreux pays, y compris les pays membres du Forum des îles du Pacifique et de l'AOSIS, en ce qui concerne la stabilité de leurs lignes de base et de leurs zones maritimes face à l'élévation du niveau de la mer. Nous soulignons la ferme détermination à travailler à la mise en œuvre réussie de la décision de la COP 27 / de l'Accord de Paris-CMA4 d'établir de nouvelles modalités de financement pour répondre aux pertes et dommages. Nous réaffirmons la nécessité urgente d'enrayer et d'inverser la perte de biodiversité d'ici 2030.

## **21 Sécurité alimentaire, nutrition et aide humanitaire**

Nous réaffirmons que de multiples facteurs, notamment la pandémie de COVID-19, la flambée des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, le changement climatique, la perte de biodiversité et les conflits armés, en particulier la guerre d'agression de la Russie, ont perturbé les systèmes alimentaires mondiaux, y compris les chaînes de production, d'engrais et d'approvisionnement énergétique, exacerbant l'insécurité alimentaire et aggravant la malnutrition, en particulier en Afrique et au Moyen-Orient. Nous reconnaissons les préoccupations croissantes concernant la mauvaise santé et la mauvaise fertilité des sols, la rareté de l'eau, la mauvaise gestion des ressources en eau, le manque d'aliments nutritifs et le manque d'accès et d'abordabilité des engrais, et soulignons l'importance d'adopter des mesures pour construire des chaînes d'approvisionnement plus résilientes et durables.

Nous avons réagi à la crise alimentaire et nutritionnelle en intensifiant les efforts de prévention et de traitement de toutes les formes de malnutrition et en intensifiant notre assistance aux pays, régions et populations touchés, y compris les femmes et les filles qui sont touchées de manière disproportionnée par la crise alimentaire et nutritionnelle. Nous soulignons également l'importance des efforts entrepris dans le cadre de l'Alliance mondiale pour la sécurité alimentaire qui a été établie par le G7 en collaboration avec la Banque mondiale. Nous réaffirmons notre appui au Pacte du G7 pour la

prévention de la famine et les crises humanitaires. Nous reconnaissons l'importance cruciale des « voies de solidarité », de l'« Initiative sur les céréales de la mer Noire » et de l'« Initiative pour les céréales en provenance d'Ukraine » pour soutenir le rétablissement du secteur agricole ukrainien et prévenir de nouveaux chocs sur le système alimentaire. Nous appelons la Russie à cesser de menacer les approvisionnements alimentaires mondiaux et à permettre à l'Initiative céréalière de la mer Noire de fonctionner à son plein potentiel et indéfiniment.

Nous soulignons l'importance de prévenir et de traiter la malnutrition et de protéger les populations les plus vulnérables et le droit à une alimentation adéquate. Nous considérons l'accès à des aliments abordables, sûrs et nutritifs et la réalisation du droit à une alimentation adéquate comme un besoin humain fondamental. Nous affirmons la nécessité d'améliorer l'infrastructure liée à l'agriculture, y compris les systèmes de transformation, de stockage, d'irrigation et de transport. Nous affirmons notre intention d'accélérer le soutien aux pays particulièrement vulnérables, de promouvoir le commerce agricole régional, de renforcer la gestion de l'approvisionnement alimentaire et d'établir des liens commerciaux pour les petits exploitants agricoles. Nous reconnaissons que des investissements soutenus dans le développement agricole ont contribué à réduire la faim, la pauvreté et la malnutrition dans le monde. Nous affirmons notre engagement à mobiliser les partenaires des secteurs public et privé pour aider les pays vulnérables à transformer leur secteur agricole et à accroître durablement la productivité agricole alors qu'ils s'adaptent au changement climatique et nourrissent de manière durable, nutritive et sûre des populations croissantes et construisent des systèmes agricoles et alimentaires résilients et durables à long terme.

Nous réaffirmons notre engagement en faveur de la prévention des crises humanitaires et de la réponse à apporter un soutien aux populations vulnérables gravement touchées par de multiples crises. Nous sommes déterminés à améliorer l'efficacité et l'efficacités de l'aide humanitaire, notamment par des mesures d'anticipation et d'autres mesures, conformément au Grand Bargain et à d'autres engagements. Nous continuerons à travailler avec la communauté internationale en vue du deuxième Forum mondial sur les réfugiés en décembre 2023. Nous reconnaissons également l'importance du Programme d'action de suivi du Secrétaire général des Nations Unies sur le déplacement interne.

## **22 Santé mondiale**

Un environnement sain est une condition préalable à la santé et au bien-être humains. Nous travaillons ensemble et coopérons avec des partenaires mondiaux pour prévenir les futures épidémies et pandémies, nous y préparer et y répondre. L'approche « Une seule santé » est une composante essentielle de ces efforts. Nous sommes déterminés à mettre en place des systèmes de santé plus résilients afin d'améliorer la prévention, la préparation et la riposte (PPR) aux futures pandémies, à la résistance aux antimicrobiens et à d'autres menaces pour la santé mondiale. Nous réitérons notre engagement à rédiger et à négocier une convention, un accord ou un autre instrument international de l'OMS sur la PPR pandémique (CA+ de l'OMS), en collaboration avec d'autres États Membres de l'OMS au sein de l'Organe intergouvernemental de négociation. Nous négocions également des amendements ciblés pour renforcer le Règlement sanitaire international (2005).

Nous sommes déterminés à renforcer les systèmes de santé et à améliorer l'accès équitable et opportun à des contre-mesures médicales (MCM) sûres, de haute qualité, abordables et efficaces, y compris dans les contextes humanitaires. À cette fin, nous nous engageons à soutenir le renforcement

d'un écosystème de MCM de bout en bout pour les futures urgences sanitaires. Nous soulignons l'importance de promouvoir une fabrication et une livraison locales et régionales durables en fonction des besoins de santé publique. La réalisation de la couverture sanitaire universelle (CSU), avec les soins de santé primaires comme pierre angulaire, est d'une importance cruciale pour la poursuite de la reprise sociale et économique après la pandémie de COVID-19 et pour relever d'autres défis sanitaires. Nous nous engageons à assurer l'opérationnalisation efficace du Fonds de lutte contre la pandémie, qui met l'accent sur le renforcement des capacités de prévention et de préparation aux pandémies.

Nous réaffirmons notre ferme attachement à une approche globale de la santé mentale et du soutien psychosocial pour tous et à une santé et des droits sexuels et reproductifs complets pour tous les individus, notamment par une coordination renforcée pour faire progresser la santé sexuelle et reproductive, maternelle et infantile, la nutrition et l'amélioration de l'accès à la planification familiale. Nous sommes déterminés à travailler avec d'autres pour maximiser les synergies et garantir des résultats ambitieux axés sur l'action lors des réunions de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la PPR pandémique, la CSU et la tuberculose. Nous soulignons l'importance des efforts de coopération en matière de renforcement des capacités, y compris l'élargissement de la surveillance et l'augmentation des capacités des laboratoires pour renforcer la sûreté et la sécurité biologiques à l'échelle mondiale.

### **23 Égalité des sexes**

Nous réaffirmons le leadership mondial continu du G7 en matière d'égalité des genres et de promotion et de protection des droits des femmes et des filles dans toute leur diversité, ainsi que des personnes LGBTQIA+. Nous exprimons notre vive préoccupation face au recul mondial des droits des femmes et des filles en particulier et à l'impact disproportionné des conflits et des crises sur elles. Nous sommes déterminés à éliminer la violence sexuelle et sexiste, y compris la violence sexuelle liée aux conflits et facilitée par la technologie. Nous soulignons qu'il importe d'assurer la pleine autonomisation des femmes, ainsi que leur participation pleine, égale et significative à tous les processus politiques et de paix. Nous reconnaissons l'importance de faire progresser l'action climatique sensible au genre, de combler l'écart numérique entre les sexes, de renforcer et de formaliser l'économie des soins et d'éliminer les obstacles liés au genre dans l'éducation. Nous réaffirmons notre engagement à mettre en œuvre le programme mondial FPS conformément à la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies et aux résolutions subséquentes.

### **24 Réduction des risques de catastrophe**

Nous renforçons la coopération internationale en matière de réduction des risques de catastrophe, en reconnaissant que de nombreux pays sont vulnérables aux catastrophes naturelles et aux déplacements forcés qui en résultent. Nous reconnaissons pleinement l'importance du renforcement des capacités et des systèmes d'alerte rapide, conformément à l'initiative « Alertes rapides pour tous » du Secrétaire général des Nations Unies, des achats adaptables et des systèmes de protection sociale en vue de renforcer la résilience face aux catastrophes, dont beaucoup sont exacerbées par le changement climatique. Nous sommes également déterminés à accélérer la coopération internationale conformément au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030 et nous saluons les résultats de son examen à mi-parcours mené par l'UNDRR en collaboration avec les États et les parties prenantes concernées cette année. En nous appuyant sur les résultats de la COP27,

nous soulignons que ces efforts de réduction des risques de catastrophe contribuent à prévenir, minimiser et traiter les pertes et dommages associés au changement climatique et à parvenir à un développement durable. Nous soulignons qu'il importe de prendre des mesures anticipées pour prévenir ou réduire les crises humanitaires aiguës avant qu'elles ne se manifestent pleinement.

(Fin)

# G7 Japan 2023 Foreign Ministers' Communiqué

MEDIA NOTE

[OFFICE OF THE SPOKESPERSON](#)

APRIL 18, 2023

The text of the following communiqué was released by the G7 foreign ministers of Canada, France, Germany, Italy, Japan, the United Kingdom and the United States of America and the High Representative of the European Union.

## I. INTRODUCTION

We, the G7 Foreign Ministers of Canada, France, Germany, Italy, Japan, the United Kingdom (U.K.) and the United States of America (U.S.), and the High Representative of the European Union, underline our strong sense of unity as the world navigates grave threats to the international system, including Russia's continued war of aggression against Ukraine. We reaffirm our commitment to collective action to address global challenges, including climate change, pollution, loss of biodiversity, health, and food and energy security, and to uphold and reinforce the free and open international order based on the rule of law, respecting the United Nations (UN) Charter. We will continue to work with our partners to promote open, transparent, resilient, and sustainable societies that champion human rights, justice, and dignity, and address the needs of the most vulnerable. We reaffirm our intention to promote human security and continue building a global community that leaves no one behind. We call on all partners to join us in addressing these pressing global challenges and to work together to build a better, more prosperous, and more secure future.

## II. PROMOTING PEACE AND SECURITY

### 1 Russia's war of aggression against Ukraine

We once again condemn in the strongest possible terms Russia's war of aggression against Ukraine, which constitutes a serious violation of international law, including the UN Charter. Russia must withdraw all forces and equipment from Ukraine immediately and unconditionally. We recommit today to supporting Ukraine for as long as it takes and to providing sustained security, economic, and institutional support to help Ukraine defend itself, secure its free and democratic future, and deter future Russian aggression.

We reiterate our support for President Zelenskyy's efforts to promote a comprehensive, just and lasting peace, in line with the UN Charter, and we support the basic principles outlined in his Peace Formula.

We also welcome the resolution A/RES/ES-11/6, which was adopted on February 23, 2023, with the broad support of the international community at the Emergency Special Session of the UN General Assembly (UNGA). We will continue to help Ukraine repair and restore its critical energy and environmental infrastructure and reemphasize our strong support for Ukraine's energy security. Ukraine's anti-corruption and domestic reform efforts must continue, and we will support them. In this regard, we reiterate our full confidence in the G7 Ambassadors Support Group in Ukraine and its role of supporting the implementation process.

Russia's irresponsible nuclear rhetoric and its threat to deploy nuclear weapons in Belarus are unacceptable. Any use of chemical, biological or nuclear weapons by Russia would be met with severe consequences. We recall the importance of the 77-year record of non-use of nuclear weapons since 1945. We condemn Russia's continued seizure and militarization of Zaporizhzhya Nuclear Power Plant (ZNPP), which could lead to potentially severe consequences for nuclear safety and security. We support the International Atomic Energy Agency's (IAEA) efforts to help strengthen nuclear safety and security in Ukraine, including the Director General's leadership on efforts at the ZNPP.

We remain committed to intensifying sanctions against Russia, coordinating and fully enforcing them, including through the Enforcement Coordination Mechanism, and countering Russia's and third parties' attempts to evade and undermine our sanctions measures. We reiterate our call on third parties to cease assistance to Russia's war, or face severe costs. We will reinforce our coordination to prevent and respond to third parties supplying weapons to Russia and continue to take actions against those who materially support Russia's war against Ukraine. We are determined, consistent with our respective legal systems, that Russia's sovereign assets in our jurisdictions will remain immobilized until there is a resolution of the conflict that addresses Russia's violation of Ukraine's sovereignty and territorial integrity. Any resolution to the conflict must ensure Russia pays for the damage it has caused.

There can be no impunity for war crimes and other atrocities such as Russia's attacks against civilians and critical civilian infrastructure. We further condemn the unlawful transfer and deportation of Ukrainians, including children, and conflict-related sexual violence against Ukrainians. We reiterate our commitment to holding those responsible to account consistent with international law, including by supporting the efforts of international mechanisms, in particular the International Criminal Court. We support exploring the creation of an internationalized tribunal based in Ukraine's judicial system to prosecute the crime of aggression against Ukraine. In addition, we underscore the importance of the protection and preservation of Ukrainian cultural properties and heritage damaged and threatened by the war of aggression.

Russia's weaponization of food and energy resources has compounded economic vulnerabilities, exacerbated already dire humanitarian crises, and escalated global food and energy insecurity. We will continue to provide assistance, including food-related aid, to help affected countries and populations.

## **2 Indo-Pacific**

We reiterate the importance of a free and open Indo-Pacific, which is inclusive, prosperous, secure, based on the rule of law, and that protects shared principles including sovereignty, territorial integrity and peaceful resolution of disputes, fundamental freedoms and human rights. We reaffirm individual initiatives of the G7 members and welcome those of our partners to enhance their engagement with the region. We underscore our commitment to further strengthening our coordination among the G7 on the region, to working with regional partners, including ASEAN and its member states. We reaffirm our

unwavering support for ASEAN centrality and unity and our commitment to promoting cooperation in line with the ASEAN Outlook on the Indo-Pacific. We also reaffirm our partnership with Pacific Island countries and reiterate the importance of supporting their priorities and needs, in accordance with the Pacific Islands Forum's 2050 Strategy for the Blue Pacific Continent, including through the 4th International Conference on Small Island Developing States (SIDS) in 2024. We welcome and further encourage efforts made by the private sector, universities and think tanks, which contribute to realizing a free and open Indo-Pacific.

### **3 China**

We recognize the importance of engaging candidly with and expressing our concerns directly to China. We acknowledge the need to work together with China on global challenges as well as areas of common interest, including on climate change, biodiversity, global health security, and gender equality. We reiterate our call for China to act as a responsible member of the international community. We stand prepared to work together to build constructive and stable relations through dialogue and to promote global economic recovery and people-to-people exchanges in a mutually beneficial way. It is in the interest of all countries, including China, to ensure transparent, predictable, and fair business environments. Legitimate business activities and interests of foreign companies must be protected from unfair, anti-competitive, and non-market practices, including through illegitimate technology transfer or data disclosure in exchange for market access. We encourage China to uphold its commitments to act responsibly in cyberspace, including refraining from conducting or supporting cyber-enabled intellectual property theft for commercial gain.

We remind China of the need to uphold the purposes and principles of the UN Charter and abstain from threats, coercion, intimidation, or the use of force. We remain seriously concerned about the situation in the East and South China Seas. We strongly oppose any unilateral attempts to change the status quo by force or coercion. There is no legal basis for China's expansive maritime claims in the South China Sea, and we oppose China's militarization activities in the region. We emphasize the universal and unified character of the United Nations Convention on the Law of the Sea (UNCLOS) and reaffirm UNCLOS' important role in setting out the legal framework that governs all activities in the oceans and the seas. We reiterate that the award rendered by the Arbitral Tribunal on July 12, 2016, is a significant milestone, which is legally binding upon the parties to those proceeding, and a useful basis for peacefully resolving disputes between the parties.

We reaffirm the importance of peace and stability across the Taiwan Strait as an indispensable element in security and prosperity in the international community, and call for the peaceful resolution of cross-Strait issues. There is no change in the basic positions of the G7 members on Taiwan, including stated one China policies. We support Taiwan's meaningful participation in international organizations, including in the World Health Assembly and WHO technical meetings, as a member where statehood is not a prerequisite and as an observer or guest where it is. The international community should be able to benefit from the experience of all partners. We continue to raise our concerns with China on reported human rights violations and abuses, including in Xinjiang and Tibet. We reiterate our concerns over the continued erosion of Hong Kong's autonomy rights and freedoms, and call on China to act in accordance with its international commitments and legal obligations, including those enshrined in the Sino-British Joint Declaration and the Basic Law.

We call on China to act in accordance with its obligations under the Vienna Convention on Diplomatic

Relations and the Vienna Convention on Consular Relations.

#### **4 North Korea**

We strongly condemn North Korea's unprecedented number of unlawful ballistic missile launches, including the April 13 launch of what North Korea claimed as a solid-fuel Intercontinental Ballistic Missile. Each of these launches violated multiple United Nations Security Council Resolutions (UNSCRs). North Korea's actions, together with increasingly escalatory and destabilizing rhetoric regarding the use of nuclear weapons, undermine regional stability and pose a grave threat to international peace and security. We demand North Korea refrain from any other destabilizing or provocative actions, including any further nuclear tests or launches that use ballistic missile technology. Such actions must be met with a swift, united, and robust international response, including further significant measures to be taken by the UN Security Council (UNSC).

We reiterate our unwavering commitment to the goal of North Korea's complete, verifiable, and irreversible abandonment of its nuclear weapons and existing nuclear programs, and any other weapons of mass destruction (WMD) and ballistic missile programs in accordance with relevant UNSCRs. We urge North Korea to fully comply with the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons (NPT) and IAEA safeguards, and to sign and ratify the Comprehensive Nuclear-Test-Ban Treaty (CTBT). North Korea cannot and will never have the status of a nuclear-weapon State under the NPT. We call on North Korea to accept repeated offers of dialogue, including from Japan, the U.S., and the Republic of Korea.

It is critical that sanctions be fully and scrupulously implemented by all states and remain in place for as long as North Korea's WMD and ballistic missile programs exist. We call for greater international coordination to counter North Korea's malicious cyber activities.

We remain deeply concerned about the growing humanitarian crisis in North Korea, which is driven by North Korea's choice to prioritize its unlawful weapons of mass destruction and ballistic missile programs over the welfare of the people in North Korea. We deplore North Korea's systematic human rights violations and urge North Korea to respect human rights, facilitate access for international humanitarian organizations, and resolve the abductions issue immediately.

#### **5 Myanmar**

We continue to strongly condemn the military coup in Myanmar, remain deeply concerned about the deteriorating security, humanitarian, human rights, and political situation, and express our solidarity with its people. We strongly condemn the April 11 airstrike by the Myanmar military in Kanbalu Township in Sagaing Region that killed a large number of civilians, including children. We call on the Myanmar military to immediately cease all violence, release all political prisoners and those arbitrarily detained, and return the country to a genuinely democratic path. We condemn further exclusion of forty Myanmar political parties, including the National League for Democracy, from the political process by the Myanmar military. The Myanmar military should create an environment for inclusive and peaceful dialogue, which includes all relevant stakeholders in the country. We also call for safe and unimpeded humanitarian access to all people, especially the most vulnerable. We continue to support ASEAN's efforts to implement the Five-Point Consensus, including through the ASEAN Chair and ASEAN Special Envoy to Myanmar. We also reaffirm support for the UN Special Envoy of the UN Secretary-General (UNSG) on Myanmar and welcome UNSCR 2669 on the situation in Myanmar, which calls for

the immediate cessation of violence, the respect for human rights and fundamental freedom, and the protection of civilians. We reiterate our call on all states to prevent the flow of arms into Myanmar. We stress the need to create conditions for the voluntary, safe, dignified, and sustainable return of all displaced persons, including Rohingya refugees.

## **6 Afghanistan**

We note with grave concern increased threats to stability in Afghanistan and the deteriorating humanitarian and economic situation. We express our strongest opposition to the Taliban's increasing restrictions on human rights and fundamental freedoms. In particular, we condemn the Taliban's systematic abuses of human rights of women and girls and discrimination against the members of religious and ethnic minorities. All Afghans must enjoy full, equal, and meaningful participation in all spheres of public life, access to life saving humanitarian aid and basic services, including education, and freedom of movement and freedom of expression. These are prerequisites for peace, stability, and prosperity in Afghanistan. Unimpeded access of aid workers is essential for the effective delivery of assistance. We call for the immediate reversal of unacceptable decisions restricting human rights and fundamental freedoms, including the latest bans prohibiting Afghan women from working for NGOs and the UN.

We remain concerned about the persistent lack of political inclusivity and representative governance. We urge the Taliban to take significant steps to engage in credible and inclusive national dialogue, in which all Afghans, regardless of gender, ethnicity, or religious and political belief, can have a voice. We recognize the need for conveying unified messages to the Taliban in coordination with regional countries and other international partners. We underscore the Taliban's responsibility to ensure respect for human rights and a dignified life of all Afghans, the country's stability and recovery, as well as to prevent Afghanistan from becoming a safe haven for terrorism. We are united in condemning the recurring terrorist attacks, including those that target specific ethnic and religious groups. We support the mandate of the Special Representative of the Secretary-General (SRSG), the UN Assistance Mission in Afghanistan (UNAMA), and the Special Rapporteur on the Situation of Human Rights in Afghanistan to work towards achieving peace and stability.

## **7 Iran**

We reiterate our clear determination that Iran must never develop a nuclear weapon, and urge Iran to cease nuclear escalations. We call on Iran to fulfill its legal obligations and political commitments regarding nuclear non-proliferation without further delay. We remain deeply concerned about Iran's unabated escalation of its nuclear program, which has no credible civilian justification and brings it dangerously close to actual weapon-related activities. We recall recent sampling by the IAEA which found particles of uranium highly enriched to 83.7 percent. A diplomatic solution remains our preferred way to resolve international concerns regarding Iran's nuclear program. In that context, the Joint Comprehensive Plan of Action continues to provide a useful reference. We take note of Iran's stated readiness to provide the IAEA with further information and access to address the outstanding safeguards issues, and its agreement to allow the IAEA to implement further appropriate verification and monitoring activities. We call on Iran to uphold its safeguards obligations and stated commitments with prompt and concrete action.

We express our grave concern regarding Iran's continued destabilizing activities, including the transfer of missiles, unmanned aerial vehicles (UAVs) and related technologies to state and non-state actors

and proxy groups in breach of UNSCRs including 2231 and 2216. Iran must stop supporting the Russian military in its war of aggression. In particular, we call upon Iran to cease transferring armed UAVs, which have been used in Ukraine. Indiscriminate attacks against civilians and critical civilian infrastructure constitute war crimes. We reiterate our conviction that the transfer of ballistic missiles would represent a major escalation. We welcome initiatives to improve bilateral relations among countries and de-escalate tensions in the region, including Iran and Saudi Arabia's recent agreement to restore ties. Furthermore, we emphasize the importance of ensuring maritime security in the Middle East's waterways, including through the Strait of Hormuz and the Bab al Mandab, and call on Iran not to interfere with the lawful exercise of navigational rights and freedoms by all vessels.

We reiterate our profound concern over Iran's systemic human rights violations and abuses, especially with Iran's efforts to oppress peaceful dissent through threats and intimidation. We condemn the targeting of individuals, including women, girls, minority groups, as well as journalists, in and outside of Iran. We call on Iran to take concrete action to address these issues. We strongly reject Iran's targeting of dual and foreign citizens, and call on Iran's leadership to end all unjust and arbitrary detentions.

## **8 Cooperation for peace and stability in the Middle East and North Africa**

De-escalation, stability, and regional prosperity are key priorities. We call on Israelis and Palestinians to take steps to build trust toward the realization of a two-state solution, which envisions Israel and a viable Palestinian State living side by side in peace and security and mutual recognition. All parties must refrain from unilateral actions that undermine the prospects for a two-state solution, including settlement activities and incitement to violence. We strongly condemn all forms of violence against civilians, including terrorism. We reiterate our support for the historic status quo in Jerusalem and Jordan's special role in this regard. We welcome the recent meetings in Aqaba, Jordan, and Sharm El Sheikh, Egypt, between Jordan, Egypt, the U.S., Israel, and the Palestinian Authority aimed at de-escalating tensions, and hope the commitments in the resulting Joint Communiqués will be fulfilled in good faith. We will continue assisting the Palestinians to enhance their economic self-reliance. We call for the international community's broad and sustained support for the UN Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East.

Regarding Yemen, we reiterate our support to the Special Envoy of the UNSG and call on all parties, especially the Houthis, to secure a durable ceasefire and work towards a comprehensive, durable, and inclusive Yemeni-led political process. We also call on the Houthis to lift any impediments to the delivery of humanitarian assistance, especially with regard to women and girls. We express our appreciation for the concerted efforts by the Government of Yemen and other countries in the region, including the Kingdom of Saudi Arabia, the United Arab Emirates, and the Sultanate of Oman. We call on all relevant parties and the international community to support the implementation of the UN-led plan to salvage the FSO Safer, including swiftly filling the remaining funding gap.

In order to achieve stability and promote unity in Libya, we support the SRSG's proposal to identify a pathway towards reaching political consensus and holding free, fair, and inclusive presidential and parliamentary elections by the end of 2023. We urge all actors to preserve stability on the ground and to commit to working constructively on the political process.

We encourage and support the Tunisian government to quickly implement its own economic reform program to address the country's economic situation and reach an agreement with the IMF.

In Syria, we remain firmly committed to an inclusive, UN-facilitated political process consistent with UNSCR 2254. We underscore the need for the international community to continue supporting the UN Special Envoy. We reiterate that the international community can only consider reconstruction assistance after there is authentic and enduring progress towards political solution in line with UNSCR 2254. We condemn the ongoing atrocities against the Syrian people. We are firmly committed to accountability for those responsible for the use of chemical weapons and violations of international law, including international humanitarian law and international human rights law, as applicable. We continue to urge the Syrian regime to comply with its obligations under UNSCR 2118. We also confirm our continued commitment to supporting the Syrian people through all necessary means, including early recovery assistance as appropriate. We call for full and unhindered humanitarian access to all Syrians in need, particularly through UN cross-border aid for which there is no alternative in scope or scale.

We stand in solidarity with the peoples of Türkiye and Syria affected by the horrifying February earthquakes and plan to continue our support in tackling the consequences of this catastrophe. It is also vital that humanitarian aid reaches all those who require it, safely and unhindered, as efficiently as possible.

## **9 Working together with Central Asian countries**

We affirm our intent to support the sovereignty, independence, and territorial integrity of Central Asian countries. We commit to working together with Central Asian countries to address regional challenges, including the consequences of Russia's war of aggression, the destabilizing effect of the situation in Afghanistan, food and energy insecurity, terrorism, and the consequences of climate change. We are determined to foster sustainable connectivity, transportation, and trade and energy links to enhance regional prosperity. Furthermore, we remain committed to strengthening our cooperation with Central Asian countries on socio-economic development, women's economic empowerment, human rights, gender equality, domestic and institutional reforms, and regional security. We welcome the intensification of regional cooperation of Central Asian countries in the abovementioned fields and remain committed to support such cooperation.

## **10 G7-Africa Partnership**

We are deepening our partnerships with African countries and regional organizations, including the African Union (AU). We support African calls for stronger representation in international fora.

We reiterate our strong commitment to supporting governments in the region to tackle the underlying conditions conducive to the spread of terrorism, violent extremism, and instability across Africa. We are seriously concerned about the growing presence of the Russia-affiliated Wagner Group forces on the continent, and their destabilizing impact and human rights abuses. We urge all actors to respect international human rights law and international humanitarian law and reiterate our call for accountability of all those responsible. We also call for safe, unimpeded access for humanitarian actors to reach those in need.

In the Sahel, we commend the efforts by the UN Multidimensional Integrated Stabilization Mission in Mali for helping protect the lives of civilians, in the context of political and security constraints on the mission. We take note of the UNSG's strategic review and the parameters set to allow for the pursuit of the mission. We are also seriously concerned about the spread of terrorist threats and activities

towards coastal countries in West Africa. Acknowledging the need to improve government responsiveness to citizens' needs and the importance of free and fair elections, we call for comprehensive implementation of the transition charters in countries on the path to constitutional order.

There is an urgent need to reinforce peace and security in the Horn of Africa, meet serious humanitarian needs, and build resilience in the region. We welcome the positive developments stemming from the cessation of hostilities agreement between the Government of Ethiopia and the Tigray People's Liberation Front, commend the AU for its mediation, and urge progress on transitional justice and accountability. We call on both parties to remain committed to fully implementing the agreement, including unhindered access for international human rights monitors. We also call for international support for the Somali President's reform priorities and the fight against al-Shabaab.

We strongly condemn the ongoing fighting between the Sudan Armed Forces and the Rapid Support Forces, which threatens the security and safety of Sudanese civilians and undermines efforts to restore Sudan's democratic transition. We urge the parties to end hostilities immediately without pre-conditions. We call on all actors to renounce violence, return to negotiations, and take active steps to reduce tensions and ensure the safety of all civilians, including diplomatic and humanitarian personnel.

We reaffirm our commitment to the sovereignty, independence, unity, and territorial integrity of the Democratic Republic of the Congo (DRC). We condemn the advance of the UN-sanctioned March 23 Movement (M23) armed group, exacerbating an extreme humanitarian situation. We urge M23 to end any further advances and to withdraw from all territories it controls. All armed groups must immediately cease all violent acts and disarm. We demand the immediate and full implementation of the cessation of hostilities agreed on March 3. We welcome regional stabilization efforts, including East African Community-led Nairobi process and heads of state dialogue mediated by Angola, and underscore the critical role of the UN Organization Stabilization Mission in the DRC in protecting civilians and supporting the DRC government's peace consolidation efforts.

## **11 Cooperation with Latin American and Caribbean Partners**

We highlight the importance of enhancing cooperation with countries in Latin America and the Caribbean to uphold shared interests as well as values. We are committed to working together to address economic challenges, natural disasters and climate change, strengthen the rule of law, enhance socio-economic resilience, promote trade and investments, and address global issues.

We are concerned about the economic, political, and humanitarian situation in Venezuela that is driving forced displacement, leading to the unprecedented migration flows in the region and overstressing the hosting countries' capacities. We call for humanitarian access to address the urgent needs of those affected by the multilayered crisis. The way forward lies in Venezuelan-led negotiations leading to free and fair presidential and parliamentary elections for the benefit of the Venezuelan people.

We reiterate our commitment to supporting, together with other actors of the international community, all efforts to strengthen public institutions and resolve the worsening security and humanitarian situation in Haiti. We condemn the violence and criminal activities perpetrated by armed gangs and those who support them, and we welcome UNSCR 2653 establishing a sanctions regime for Haiti. We support the role of the UN Integrated Office in Haiti and call on all stakeholders to overcome differences and achieve progress in the dialogues on the basis of the political accord of 2022, the "National Consensus for an Inclusive Transition and Transparent Elections". We reiterate the

importance of restoring stability in Haiti and establishing the conditions necessary to allow for free and fair elections, as well as facilitating the unhindered provision of humanitarian support to the Haitian people.

We note with concern the elevated humanitarian and security needs in El Salvador, Guatemala, and Honduras. These countries suffer from large-scale displacements, rising food prices, and insecurity challenges. We encourage existing and new efforts by donors, including private actors, to meet the urgent needs outlined in the respective 2023 UN Humanitarian Response Plans.

We follow very carefully the situation in Nicaragua, where human rights violations and abuses continue. We condemn the decision of Nicaragua to arbitrarily revoke the nationality of over 300 Nicaraguan citizens. We call on Nicaragua to end the widespread repression of civil society, private sector and political actors, release all political prisoners, respect its international obligations, and provide remedies for violations and abuses.

### **III. ADDRESSING GLOBAL CHALLENGES**

#### **12 Free and open international order**

We are determined to strengthen the free and open international order based on the rule of law, respect for the UN Charter, the sovereignty, and territorial integrity of all states, and respect for human rights and fundamental freedoms. Countries, large and small, benefit from these principles. We are determined to uphold and protect them, and we stand ready to work with all willing partners in this endeavor.

The prohibition of threats or the use of force against the territorial integrity or political independence of any state, in accordance with the provisions of the UN Charter, constitutes the cornerstone of the post-war international system. Yet, territorial ambition is again driving some states to return to rule by force, so we have redoubled our efforts to uphold peace guided by the rule of law. The prohibition on the acquisition of territory resulting from the threat or use of force, reaffirmed in the Friendly Relations Declaration of 1970, should be observed in good faith. We strongly oppose any unilateral attempts to change the peacefully established status of territories by force or coercion anywhere in the world. In this regard, sending regular or irregular forces to unilaterally annex a territory is prohibited.

We emphasize that free and fair trade is key to resilient and sustainable development for all, particularly the most vulnerable. We recognize that free and equitable public access to scientific knowledge is integral to solving global challenges. We also recognize the importance of enhancing international action to detect, deter, and end illegal, unreported, and unregulated fishing, including through support to developing countries.

We reconfirm the need to accelerate cooperation with our partners to prevent and counter terrorism and violent extremism, including terrorist financing and misuse of cyberspace for terrorist purposes. We reiterate the importance of combating transnational organized crime, including crimes related to drug trafficking, small arms and light weapons trafficking, human trafficking, and child abuse, both online and offline. We recognize the significant public health and security challenges posed by synthetic drugs. We will enhance efforts to stop the illicit manufacture and trafficking of these substances and to address the public health consequences of substance use. We remain committed to safe, orderly, and regular migration around the world and will continue to engage in preventing and

countering migrant smuggling and trafficking in persons. Our approach will continue to be human rights oriented, survivor-centered, and gender-responsive, and will focus on identifying and protecting those most at-risk, as well as prosecuting the perpetrators. We are committed to working together to strengthen cross-border law enforcement efforts and pursue accountability for corruption. We commit to ensure strong and effective implementation of our existing obligations and commitments to counter corruption, including efforts to fight against foreign bribery, and work to advance our common anti-corruption priorities.

### **13 Global governance**

We reiterate the importance of multilateralism and international cooperation in promoting peace, stability, and prosperity. We express our support for the vision of the UNSG's Our Common Agenda. We believe the UN should be strengthened to address the changing international environment and challenges to collective security. In this regard, we highlight the voices of the overwhelming majority of Member States in the UNGA, who have sent a clear signal of condemnation of Russia's war of aggression, despite Russia blocking decisions in the UNSC. We welcome the commitment of France, the U.K., and the U.S. to voluntarily refrain from use of the veto in the UNSC except in rare and extraordinary circumstances, and hope that the remaining permanent members will join them. We recall in this context the ACT code of conduct and the French-Mexican Initiative on suspension of the veto in case of mass atrocities. We are committed to working with all UN Member States to strengthen the roles of the UNSG as well as the UNGA. We also recommit to the reform of the UNSC.

Underscoring the shared responsibilities of the world's major economies to bridge the SDGs financing gap, we strive to implement the 2030 Agenda and achieve the Sustainable Development Goals (SDGs) and recognize the need for accelerated action to meet them by 2030. We are committed to contributing to the success of the 2023 SDG Summit, the UN Food Systems Summit Stocktaking Moment, and the 2024 Summit of the Future. We reaffirm our efforts to enhance support for vulnerable populations, especially in sub-Saharan Africa, where projections suggest extreme poverty will become increasingly concentrated, including by promoting the concept of human security in the new era. We welcome the Chair's Summary of the G7 Senior Development Officials meeting as published on March 20, 2023, which stresses the critical centrality of sustainable development efforts in all G7 work and acknowledges the ongoing revision of Japan's Development Cooperation Charter. We welcome the "Summit for a New Global Financing Pact" to be held in Paris in June, aiming at catalyzing and complementing ongoing efforts to realize the 2030 Agenda overall. We reaffirm the need for strengthened international financial institutions and underscore the role of multilateral development banks (MDBs) in the SDGs achievement, including in crisis affected contexts. We support the ongoing efforts for MDBs reform, including the World Bank Group evolution roadmap. We also reaffirm our support for the G20 and will support our Leaders in working towards a successful outcome at the New Delhi Summit in September 2023.

### **14 Peacebuilding and peacekeeping**

We renew our commitment to strengthening peacebuilding efforts to address increasingly complex and interconnected security challenges. We must build resilient societies, protect human rights, support good governance, and invest in people to achieve sustainable peace. We condemn sexual and gender-based violence, especially when related to conflict.

We highly value the role of the UN and support an integrated approach to peacebuilding and

peacekeeping. We support the Peacebuilding Commission in its role as a convener of relevant stakeholders and an advisory body to other UN organs. We reaffirm that the UN peacekeeping operations and special political missions are valuable tools to prevent escalation and the recurrence of conflicts and to protect civilians where mandated to do so. We further reaffirm our commitment to and support for the UNSG’s “Action for Peacekeeping” and “Action for Peacekeeping Plus” to reform and strengthen such operations. We will enhance capabilities and ensure the safety and security of those deployed, for example through the UN Triangular Partnership Programme. We also underscore the importance of strengthening the global implementation of the Women, Peace and Security (WPS) agenda. We reiterate our commitment to contributing to the discussion in the UN on a “New Agenda for Peace.”

## **15 Disarmament and non-proliferation**

We are committed to maintaining and strengthening disarmament and non-proliferation efforts for a more secure, stable, and safer world and endorse the Statement of the G7 Non-Proliferation Directors’ Group of April 17, 2023.

Cognizant of the G7 Leaders meeting to be held in Hiroshima, which together with Nagasaki offers a reminder of the unprecedented devastation and immense human suffering the people of Hiroshima and Nagasaki experienced as a result of the atomic bombings of 1945, we reaffirm our commitment to the ultimate goal of a world without nuclear weapons with undiminished security for all, achieved through a realistic, pragmatic, and responsible approach. In this regard, Japan’s “Hiroshima Action Plan” is a welcome contribution embodying a pragmatic approach given the current harsh security environment. We underscore the importance of disarmament and non-proliferation education, while encouraging other leaders, youth, and others to also visit Hiroshima and Nagasaki.

The overall decline in global nuclear arsenals must continue and not be reversed. The NPT is the cornerstone of the global nuclear non-proliferation regime and the foundation for the pursuit of nuclear disarmament and peaceful uses of nuclear energy. We call for the immediate commencement of long-overdue negotiations of a treaty banning the production of fissile material for nuclear weapons or other nuclear explosive devices (FMCT) while urging all states that have not yet done so to declare and maintain voluntary moratoria on the production of such material. We underline the urgent need to bring the CTBT into force. We express our concern over Russia’s announcement of its readiness to conduct a nuclear test, and we call for Russia’s adherence to its moratorium on nuclear tests.

The G7 is committed to working with all states to further identify and implement measures to minimize risks of nuclear weapons use and to strengthen arms control. We recall the Joint Statement of the Leaders of the Five Nuclear-Weapon States issued on January 3, 2022 on Preventing Nuclear War and Avoiding Arms Races, and reaffirm that a nuclear war cannot be won and must never be fought. We call on Russia to recommit – in words and deeds – to the principles enshrined in that Statement. We welcome the transparency of G7 nuclear-weapon States in providing data on their nuclear forces and the objective size of their nuclear arsenals. We call on others that have not yet done so to follow suit. We deeply regret Russia’s decision to suspend the New START Treaty, and call on Russia to return to its full implementation and U.S.-Russia dialogue on reducing nuclear risks. We are also concerned about China’s ongoing and accelerating expansion of its nuclear arsenal, and development of increasingly sophisticated delivery systems, without transparency, good faith arms control or risk reductions measures. The G7 urges China to engage promptly in strategic risk reduction discussions

with the U.S. and to promote stability through greater transparency of China's nuclear weapon policies, plans, and capabilities. Our security policies are based on the understanding that nuclear weapons, for as long as they exist, should serve defensive purposes, deter aggression, and prevent war and coercion.

Those G7 countries which opt for nuclear power, or related peaceful nuclear applications, recognize that the use of nuclear energy, science, and technology contributes to providing affordable low-carbon energy, while adhering to the highest standards of nuclear safety, security, and non-proliferation. We recognize the essential role of the IAEA in assisting Member States to build human and institutional capacities in support of these standards. We underscore the importance of increasing the transparency of the management of civil plutonium. We call on all states that committed to reporting annually their holdings of all plutonium in peaceful nuclear activities to the IAEA to fulfill those commitments. We also support the universal adoption of key safeguards agreements, including Comprehensive Safeguards Agreements, IAEA Additional Protocols and, where applicable, revised Small Quantities Protocol.

We recall the G7 Leaders' commitment to evaluate measures to reduce reliance on civil nuclear-related goods from Russia and to assist countries seeking to diversify their supplies.

We underscore that export controls remain a key instrument in maintaining international security and stability, and that all States have the legal obligation to take and enforce effective measures to establish domestic controls to prevent the proliferation of WMD and their means of delivery under UNSCR 1540. Multilateral export control regimes have a central role in this regard. We continue to coordinate among the G7 and work with other states in strengthening effective and responsible export controls on materials, technology, and research that could be used for military purposes. We reiterate our commitment to review the material and technology that we control, including by coordinating our respective efforts and supporting work to update multilateral export control regime lists to keep pace with rapid technological developments. We reaffirm our determination to work together with our partners to counter the threat of nuclear, chemical and biological weapons. We reiterate our commitment to ensure that the G7-led 31-member Global Partnership Against the Spread of Weapons and Materials of Mass Destruction retains its leadership role in addressing threats posed by weapons and materials of mass destruction.

## **16 Economic resilience and economic security**

We express our concern that threats to economic security are increasing and emphasize the urgent need to enhance our coordination and cooperation within and beyond the G7. We express our continued commitment to strengthening economic security, especially for the most vulnerable countries. We emphasize the importance of honoring international norms and obligations to safeguard global economic security and resilience, and reaffirm our commitment to building global economic resilience and responding to harmful practices that undermine the rules-based multilateral trading system with the WTO at its core. We share the view that resilient supply chains should be built in a transparent, diversified, secure, sustainable, trustworthy and reliable manner.

We remain committed to increasing our vigilance and enhancing our cooperation to counter threats that are meant to undermine not only our interests but also global security and stability, including economic coercion. We stress the importance of equipping ourselves with necessary means to counter economic coercion and working together with like-minded partners, including partners with emerging or developing economies, to improve our assessment, preparedness, deterrence, and response to such

threats, based on robust diplomatic coordination.

We also emphasize the urgent need to take measures against illegitimate or forced state-led acquisition of critical technologies and intellectual property, especially when this constitutes a risk to the security of target countries. Critical and emerging technologies will have a transformative effect on the way societies function, and their unexpected, malicious, untrustworthy, or improper use has the potential to disrupt national and individual security. We reiterate that the design, development, governance, export, and use of such technologies should be guided by shared democratic values.

We also welcome the G7 Roma-Lyon Group's efforts to bridge discussions on economic security and on counter-terrorism and anti-crime efforts to foster coordination and collaboration with private companies and other non-governmental partners, and to enhance the law enforcement responses, including preventive measures.

## **17 Development finance and infrastructure**

We reaffirm our commitment to narrowing the infrastructure investment gap by delivering financing and other support for sustainable, resilient, inclusive, and quality infrastructure. We will work together to operationalize the Partnership for Global Infrastructure and Investment (PGII), including through country-led partnerships and investments in enabling environments for sustainable infrastructure development. We aim to focus investments on areas that drive equitable growth and resilience, including climate and energy, connectivity including ICT and transport, food security, health, and gender.

As the SDGs are reaching their halfway point in 2023, we need to strengthen the efforts to revitalize international cooperation to achieve SDGs in a comprehensive manner, and we are concerned about the increasing debt burdens in many developing countries and crowding out investments in transitioning to greener, more resilient, and inclusive economies, highlighting the importance of fair and open lending practices. We aim to enhance creditor coordination for debt restructuring and to improve the implementation of our existing frameworks through relevant capacity development.

We are determined to promote transparent and fair development finance practices and will work together to address the implementation gap of existing principles such as debt transparency and sustainability, internationally coordinated debt treatments and the respect of the comparability of treatment, fair appraisal, selection and lending practice, and quality infrastructure investment. In this regard, we call on all actors to adhere to internationally recognized rules, standards, and principles, including the G20 Principles for Quality Infrastructure Investment and the OECD Convention on Combating Bribery of Foreign Public Officials in International Business Transactions. We commit to deepening discussions and fostering cooperation among like-minded partners.

## **18 Outer space and cybersecurity**

Given that our societies are increasingly reliant on space systems, we are committed to promoting the maintenance of a peaceful, safe, secure, and sustainable space environment and call on all states to work together for future generations. We reiterate the importance of addressing the issues of space debris, which is growing exponentially. We strongly support the implementation of international guidelines adopted at COPUOS and welcome national efforts to develop further solutions for space debris mitigation and remediation. Supporting UNGA resolution 77/41, we commit not to conduct

destructive direct-ascent anti-satellite missile testing and encourage others to follow suit. We remain deeply concerned about increasing threats to space systems. We strongly support the UN Open Ended Working Group on “Reducing space threats through norms, rules and principles of responsible behaviors.” It is also important to jointly improve capabilities of Space Situational Awareness to avoid unintentional collision and better share such data.

We support an open, interoperable, reliable, and secure cyberspace. We are concerned about growing cyberspace threats and remain committed to countering challenges and promoting the rule of law in cyberspace. We encourage all states to deepen the substantive discussion on how existing international law, including the UN Charter, applies to cyberspace. We are determined to implement regional and global confidence building measures, promote internationally established, voluntary, and non-legally binding norms of responsible state behavior in cyberspace, and enhance capacity building efforts. We are steadfast in disseminating existing international cooperation frameworks for investigation and prosecution and contributing to ongoing efforts to combat cybercrime.

## **19 Countering foreign interference including disinformation**

We remain concerned by the increasing threats to our nations, economies and societies posed by foreign interference activities including disinformation, which aim to disrupt our democratic processes, destabilize our societies, endanger our people, and undermine our institutions and shared values. We are committed to promoting a free and open information environment without foreign information manipulation. We reaffirm our commitment to strengthening the G7 Rapid Response Mechanism (RRM) as part of our efforts to collectively safeguard against foreign threats to democracy, including foreign information threats, alongside other international efforts. We strongly condemn the widespread use of information manipulation and disinformation by Russia in order to gain support for its aggression against Ukraine. Access to, quality, and trustworthy information is key to combating information manipulation and disinformation, and we will redouble our efforts in this regard, including through supporting relevant international initiatives, such as the Partnership for Information and Democracy, and efforts by the UN, OECD, or elsewhere. We also commit to encouraging digital companies to bolster their platforms against any misuse for manipulation, while promoting a free, open, and secure Internet.

## **20 Energy security, climate change and environmental degradation**

We recognize that achieving energy security and simultaneously accelerating the transformation towards net zero greenhouse gas (GHG) emissions by 2050 and halting and reversing biodiversity loss by 2030 is an urgent task. To that end, we reaffirm our determination to reduce energy consumption, promote energy efficiency, and fast-track clean, safe, and sustainable energy development and deployment, while reducing our dependency on fossil fuels, in order to speed the decarbonization of global energy systems. We reaffirm our determination to strengthen global energy governance and to ensure liquidity of energy markets through ways such as increased usage of clean energy, in order to prevent any country from leveraging energy exports as a tool of geopolitical coercion. We will work to strengthen secure, resilient, sustainable, responsible, transparent, and diverse critical minerals supply chains essential for net zero economies and clean technologies, and diversify wider clean energy supply chains to support the global energy transition. Recalling our commitment to the goal of achieving fully or predominantly decarbonized power sectors by 2035, we remain committed to working to ensure access to affordable, reliable, and sustainable energy for all. We will foster international

cooperation to accelerate clean and sustainable energy transitions to keep a temperature limit of 1.5°C within reach. We stress the importance of objective data and analysis as well as dialogue among stakeholders with a view to stabilizing energy markets.

Concerning the accelerating impacts of the triple global crisis of climate change, biodiversity loss, and pollution, and in light of the findings of the Intergovernmental Panel on Climate Change, we reaffirm our unwavering commitment to strengthening the implementation of the Paris Agreement and Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework (KMGBF) in this critical decade, and will work towards a successful United Nations Framework Convention on Climate Change COP28. We welcome the conclusion of the negotiations for an international and legally binding instrument under the UNCLOS on the conservation and sustainable use of marine biological diversity of areas beyond national jurisdiction (BBNJ). We call on all actors to take scaled-up, immediate, ambitious, and inclusive actions to ensure that their climate commitments are aligned with a 1.5 °C pathway to achieve global net-zero GHG emissions by 2050 at the latest. We also call on all countries to commit at COP28 to collectively peaking global GHG emissions as soon as possible by 2025 at the latest, revisiting and strengthening the 2030 targets in their Nationally Determined Contributions (NDCs) as necessary. We reaffirm our commitment to the developed country goal of jointly mobilizing 100 billion USD annually in climate finance through to 2025 in the context of meaningful mitigation actions and transparency on implementation. We will continue accelerating our efforts to at least double the collective provision of climate finance for adaptation to developing countries from 2019 levels by 2025, and call on others to do the same. We reaffirm the need for robust G7 pledges and the broadening of the contributor base for the Green Climate Fund's ambitious second replenishment process. We commit to aligning financial flows with the Paris Agreement and the KMGBF, and call on other countries and MDBs to do the same. We reaffirm the importance of Just Energy Transition Partnerships (JETPs), and welcome progress achieved on the JETP with South Africa, Indonesia and Vietnam, and the ongoing discussions with India and Senegal.

Protecting people living in climate vulnerable situations, including those in SIDS, Least Developed Countries (LDCs), and fragile states, is essential for human security and sustaining stability. We promote the empowerment and protection of groups that may be more adversely affected by climate change. We will continue to provide further support to advance adaptation and strengthen the resilience of those people and to take timely and effective actions to reduce risks posed to peace and stability by climate change and environmental degradation. We recognize the particular concerns of many countries, including the member countries of the Pacific Island Forum and AOSIS, with respect to the stability of their baselines and maritime zones in the face of sea level rise. We emphasize the strong determination to work to successfully implement the decision at COP 27/the Paris Agreement-CMA4 to establish new funding arrangements for responding to loss and damage. We reaffirm the urgent need to halt and reverse biodiversity loss by 2030.

## **21 Food security, nutrition, and humanitarian assistance**

We reaffirm that multiple factors including COVID-19 pandemic, soaring energy and food prices, climate change, biodiversity loss, and armed conflicts especially Russia's war of aggression have disrupted global food systems including production and fertilizer and energy supply chains, exacerbating food insecurity and worsening malnutrition particularly in Africa and the Middle East. We acknowledge growing concerns about poor soil health and fertility, water scarcity, poor management of water resources, a lack of nutritious foods, and a lack of access to and affordability of fertilizers and

underline the importance of adopting measures to build more resilient and sustainable supply chains.

We have responded to the food and nutrition crisis by strengthening efforts to prevent and treat all forms of malnutrition and by stepping up our assistance to affected countries, regions, and populations, including women and girls who are disproportionately impacted by the food and nutrition crisis. We also emphasize the importance of the efforts started within the framework of the Global Alliance for Food Security that was established by the G7 together with the World Bank. We reaffirm support to the G7 Famine Prevention and Humanitarian Crises Compact. We recognize the critical importance of the “Solidarity Lanes”, the “Black Sea Grain Initiative”, and the “Grain from Ukraine Initiative” to support the restoration of Ukraine’s agricultural sector and to prevent further food system shocks. We call upon Russia to stop threatening global food supplies and allow the Black Sea Grain Initiative to operate at its maximum potential and indefinitely.

We underline the importance of preventing and treating malnutrition and protecting the most vulnerable populations and of the right to adequate food. We consider access to affordable, safe, and nutritious food and the realization of the right to adequate food to be a basic human need. We affirm the necessity of enhancing agricultural related infrastructure, including processing, storage, irrigation, and transportation systems. We affirm our intention to accelerate support for particularly vulnerable countries, promote regional agricultural trade, strengthen food supply management, and build market linkages for smallholder farmers. We acknowledge that sustained investments in agricultural development helped reduce global hunger, poverty, and malnutrition. We affirm our commitment to mobilizing public and private sector partners to help vulnerable countries transform their agricultural sectors and sustainably increase agricultural productivity as they adapt to climate change and sustainably, nutritiously and safely feed growing populations and build long-term resilient and sustainable agriculture and food systems.

We reaffirm our commitment to humanitarian crisis prevention and response to support vulnerable populations severely affected by multiple crises. We are determined to improve the efficiency and effectiveness of humanitarian assistance, such as anticipatory action and other measures, in line with the Grand Bargain and other commitments. We will continue to work with the international community towards the second Global Refugee Forum in December 2023. We also recognize the importance of the UNSG’s follow-up Action Agenda on Internal Displacement.

## **22 Global health**

A healthy environment is precondition for human health and wellbeing. We are working together and cooperating with global partners to prevent, prepare for, and respond to future epidemics and pandemics. The One Health approach is an essential component of these efforts. We are determined to build more resilient health systems to improve prevention, preparedness, and response (PPR) for future pandemics, antimicrobial resistance, and other global health threats. We reiterate our commitment to draft and negotiate a WHO convention, agreement or other international instrument on pandemic PPR (WHO CA+), working with other WHO Member States in the Intergovernmental Negotiating Body. We are also negotiating targeted amendments to strengthen the International Health Regulations (2005).

We are committed to strengthening health systems and enhancing equitable and timely access to safe, high quality, affordable and effective medical countermeasures (MCMs), including in humanitarian settings. To this end, we are committed to supporting the strengthening of an end-to-end MCM

ecosystem for future health emergencies. We emphasize the importance of promoting sustainable local and regional manufacturing and delivery based on public health needs. Achievement of universal health coverage (UHC), with Primary Health Care as a cornerstone, is critically important for the continued social and economic recovery from the COVID-19 pandemic and to tackle other health challenges. We commit to ensuring the effective operationalization of the Pandemic Fund, which focuses on strengthening pandemic prevention and preparedness capacities.

We reaffirm our strong commitment to a comprehensive approach to mental health and psycho-social support for all and to comprehensive sexual and reproductive health and rights for all individuals, including through strengthened coordination to advance sexual and reproductive, maternal, and child health, nutrition, and improved access to family planning. We are determined to work with others to maximize synergies and ensure ambitious action-oriented outcomes across UNGA High Level Meetings on pandemic PPR, UHC, and tuberculosis. We emphasize the importance of cooperative capacity-building efforts, including expanded surveillance and augmented laboratory capacity to strengthen global biosafety and security.

### **23 Gender Equality**

We reaffirm the G7's continued global leadership on gender equality and the promotion and protection of the rights of women and girls in all their diversity as well as LGBTQIA+ persons. We express our strong concern over the global rollback of women's and girls' rights in particular and the disproportionate impact of conflict and crisis on them. We are committed to the elimination of sexual and gender-based violence, including conflict-related and technologically-facilitated sexual violence. We underscore the importance of ensuring the full empowerment of women, as well as their full, equal and meaningful participation in all political and peace processes. We recognize the importance of advancing gender-responsive climate action, closing the digital gender gap, strengthening and formalizing the care economy, and breaking down gender barriers in education. We reaffirm our commitment to implementing the global WPS agenda in accordance with UNSCR 1325 and subsequent resolutions.

### **24 Disaster-risk reduction**

We are enhancing international cooperation on disaster risk reduction, recognizing that many countries are vulnerable to natural disasters and the resulting forced displacement. We fully acknowledge the importance of capacity building and early warning systems, in line with the UNSG's "Early Warnings for All" initiative, adaptable procurement, and social protection systems with a view to strengthening resilience against disasters, many of which are exacerbated by climate change. We are also committed to accelerating international cooperation in line with the Sendai Framework for Disaster Risk Reduction 2015-2030 and welcome the output of its midterm review conducted by the UNDRR together with states and relevant stakeholders this year. Building on the outcome of COP27, we underline that such disaster risk reduction efforts contribute to averting, minimizing, and addressing the loss and damage associated with climate change and to achieve sustainable development. We stress the importance of taking anticipatory actions to prevent or reduce acute humanitarian crises before they fully unfold.

(End)

### **Categorie**

1. Uncategorized

**date créée**  
avril 21, 2023  
**Auteur**  
habari

default watermark